

14 JUILLET 1945

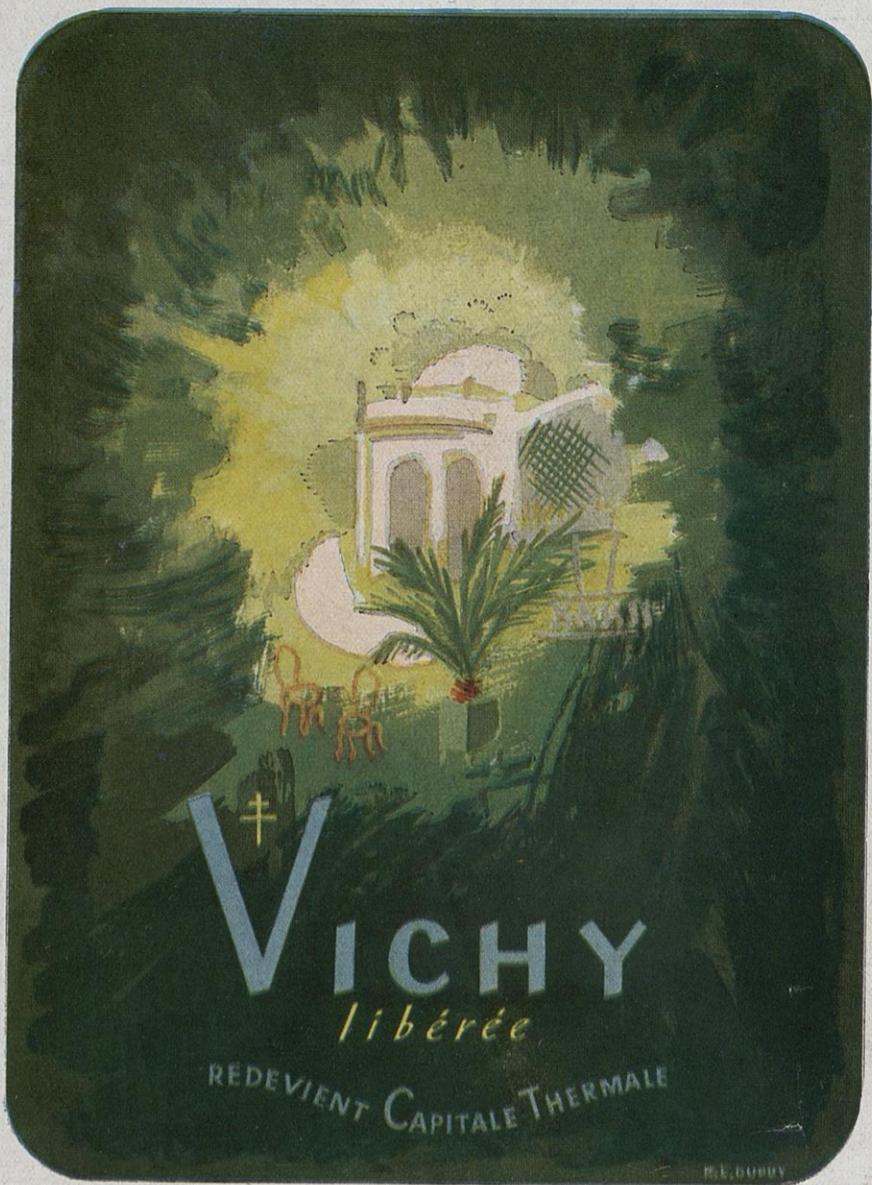
UNIVERSITES DE PARIS
B.D.I.C.

PRIX : 30 FRANCS

LE MONDE ILLUSTRÉ



Abonnez-vous à la République



Pour Monsieur...
L'ENSEMBLE
Edacoto 87
fait
ultra chic!

Edacoto

CH. LENOIR, 110

USINES : 104, BOUL. ARAGO, PARIS ET ORLÉANS



USILAME, 17 bis, Rue Richard-Lenoir, Paris.

Prestige



ETIENNE

Pureté
DE LIGNE
Perfection
D'EXECUTION

26. FAUBOURG ST ANTOINE
PARIS. DID.00.60



AMEUBLEMENT DE QUALITE - MODERNE ET STYLE

Envoyons les Couleurs!

ALLÉGRESSE ET FIERTÉ
n'ont jamais trouvé plus beau symbole
Dans le domaine qui est le sien,

TEINTURE-IDEALE

La grande marque française
est fière d'avoir maintenu, dans les temps
difficiles, sa qualité traditionnelle, et heu-
reuse de voir venir le jour où elle pourra,
à nouveau, envoyer partout ses belles
couleurs, solides et variées, qui garan-
tissent à coup sûr, dans tous les travaux
de teinture ménagère, constante et par-
faite satisfaction.

**TEINTURE
IDÉALE**

L. GONNET
Fabricant
LYON



teint tous tissus

SYNERGIE

745

PUBL. ELVINGER



UN Meuble QUI CHANTE!

★ Un poste de radio qui meuble votre home sans rompre son harmonie!

Voilà ce que vous offre Martial le Franc. Ses incomparables châssis sont montés dans une gamme d'ébénisteries de styles divers qui complètent et embellissent un mobilier.

Ancien, moderne ou rustique, choisissez un meuble-radio

LE PROVENCAL
en ébénisterie soignée. Modèle très demandé.
Vue du poste, ouvert, montrant le cadran.



MARTIAL LE FRANC
RADIO

8 Av. de Fontvieille * Principauté de MONACO
"Plaisir des yeux... charme de l'oreille"

Pub. R.A. Dupuy



ENIGME...
POUR VOTRE CHANCE

CERTITUDE
POUR LES ŒUVRES DE BIENFAISANCE
LOTÉRIE NATIONALE

L'ÉVOLUTION
POLITIQUE
DE 1789 A 1945

CE peuple léger construit des cathédrales et se passionne pour des idées. Il a le goût des apostolats lointains et ne craint pas l'aventure. Cependant, Joinville, partant pour la croisade, ne voulut regarder en arrière de peur que son cœur ne s'attendrît du beau château qu'il laissait et de ses deux enfants. Revenu de son expédition lointaine, il refuse de repartir une seconde fois. Le même, questionné par saint Louis pour savoir s'il préférerait être lépreux ou commettre un péché mortel, choisit sans hésiter d'en commettre plutôt trente...

Toute l'histoire politique de la France découle de ce double aspect du caractère national.

Dix siècles de stabilité politique : puis, en cent cinquante ans, quinze constitutions et dix-sept révolutions. Mais le Dieu de Péguy sait bien qu'on n'a pas changé ses Français. Simplement, le divorce s'est trop accusé entre le monde dans lequel ils vivent et celui de leur foi. Après Beauvais, ils ont renoncé à élever vers le ciel, toujours plus haut, les nefs de leurs cathédrales, parce qu'elles manquaient d'étais... Ils ont alors construit des Saint-Sulpice et des Invalides, mais ils s'y sont ennuyés. Après 1789, désespérant de faire passer leur idéal dans les faits, ils ont bâti des constitutions rationnelles et minutieusement équilibrées. Celles-là aussi les ont ennuyés.

C'est que la stabilité ne veut nullement dire l'immobilité. L'ancienne France n'avait pas de constitution écrite : même les lois fondamentales du royaume n'ont jamais été clairement formulées. La coutume permettait une souple adaptation aux nécessités du réel. La seule constitution qui ait eu quelque durée, celle de la Troisième République, était formulée en peu d'articles très simples et assez vagues. La coutume supplée à leur imprécision. Si on la débarrasse des interprétations coutumières et qu'on ne les transforme pas en droit civil, il n'apparaîtra peut-être pas qu'elle soit encore si périmée de nos jours.

Vue avec quelque recul, la Révolution de 1789 perd le caractère de conquête de la liberté que lui ont donnée les romantiques pour apparaître comme une grande manifestation de justice sociale.

A l'origine, il y a, comme toujours, une crise financière. Qui va payer le déficit ? Taillable et corvéable à merci, le peuple ne peut plus continuer à assumer toutes les charges. Ceux qui en sont exemptés — le clergé et la noblesse — ne rendent plus les services qui justifiaient, dans une certaine mesure, ces exemptions. Ils le savent, et c'est pourquoi les meilleurs d'entre eux épousent de prime abord la cause du peuple. Éviter la banqueroute : certainement, mais chacun selon ses moyens.

L'examen des réformes à apporter révèle d'autres injustices sociales. Les corporations ne permettent pas à tous l'accès au travail. Elles freinent le désir légitime de l'ouvrier français de s'élever dans sa profession, de se perfectionner, de se cultiver. Déjà ce souci du travail bien fait, et non seulement matériel. L'ouvrier, l'artisan veulent s'instruire pour travailler mieux. A lire dans ce même numéro la phrase d'Edouard Herriot sur l'école unique « programme qui voulait seulement assurer l'avenir des enfants de notre pays sans tenir compte des ressources matérielles de leurs familles », on retrouve le son authentique des revendications de 1789. Mais cette phrase, écrite en 1945, démontre aussi que les Français n'ont pu satisfaire encore leur besoin de justice sociale. Il n'y a pas, au sens propre du terme, dans cette longue période, d'évolution politique. Il n'y a que des aspirations insatisfaites, des essais avortés.

Déjà des communistes et des réactionnaires. Des extrêmes qui prendront tour à tour le pouvoir et feront également peur. Ce peuple laborieux veut accroître ce qu'il possède, mais non qu'on le lui enlève.

(Suite page 8)



LA IV^e REPUBLIQUE, par le sculpteur Georges SAUPIQUE.

HOMMAGE A LA RÉPUBLIQUE

par Edouard HERRIOT

LES occupations nombreuses que j'ai trouvées à Lyon en y rentrant dans une époque où tout est difficulté ne me permettent pas d'adresser un hommage à la République aussi détaillé et aussi expressif que je le souhaiterais. L'œuvre de ce régime est d'ailleurs aisée à présenter au public, bien qu'il ait été encore naguère si odieusement attaqué par la coalition des préjugés et des privilèges.

La République a assuré la continuité de la France en des temps où le maintien de la monarchie était manifestement impossible, elle a sauvé et développé ce qu'il y avait d'essentiel dans nos institutions. Elle a, par exemple, traduit en réalité la vieille notion de la liberté communale pour laquelle nos ancêtres s'étaient si souvent battus et qu'il faudrait que l'on nous restituât un jour.

Peut-être a-t-elle manqué d'audace pour assurer ce parallélisme indispensable, selon moi, entre l'évolution politique et l'évolution économique. Des intérêts égoïstes et exigeants ont plus d'une fois opprimé la liberté. Après les manifestations électorales les plus claires, nous avons assisté souvent au retour offensif du billet de banque contre le bulletin de vote, et c'est le billet de banque, en définitive, qui l'a emporté. Notre évolution sociale a été fragmentée. Il a fallu arriver à l'époque présente pour avoir la vision claire d'un 4^{ème} état qui doit être amené à l'émancipation comme le fut jadis le Tiers. La République a assuré la liberté de pensée et la liberté de conscience. Elle a ainsi permis l'expansion spirituelle de notre pays qui reste son plus beau titre de gloire. Elle nous a donné un empire colonial magnifique. Son rayonnement extérieur, elle l'a dû aux 3 termes de sa devise républicaine.

Je viens, en rentrant de ma captivité, de traverser à nouveau plusieurs pays d'Europe, d'Asie ou d'Afrique, la Russie et l'Iran, l'Égypte et l'Afrique du Nord, la Syrie, le Liban. Je puis donner à mes compatriotes l'assurance fondée, non pas sur mes sentiments, mais sur mes observations, que le seul programme qui puisse assurer l'influence de notre pays est celui qui se résume dans la devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

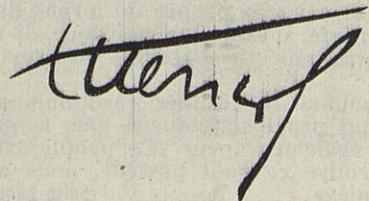
Est-ce à dire que la République ait réalisé une œuvre complète et décisive ? Je ne le pense pas ; je ne le dis pas. Par exemple pour ce qui concerne l'instruction publique, nous demeurons arriérés. On a brisé les efforts que j'ai tentés naguère pour l'accès du peuple à l'instruction et à la science. On a déformé, caricaturé, ce que j'entendais par l'école unique, programme qui voulait seulement assurer l'avenir des enfants de notre pays, sans tenir compte des ressources matérielles de leurs familles. Je ne sais si d'autres reprendront cette œuvre. Pour moi, je n'accepte pas comme suffisant notre système actuel.

Mais c'est dans le sens des programmes déjà réalisés par la République et non dans le sens inverse qu'il faut agir.

Les démocrates, eux-mêmes, se sont laissés égarer par une série de campagnes tendant à discréditer le régime républicain. A cette action, ou plutôt à cette réaction, nous avons dû le 6 février, le coup d'État manqué de Doumergue, l'absence de contrôle qui a permis aux prétendus techniciens de se refuser à l'emploi de tanks, ou à des débats sur l'aviation. Président de la Chambre, j'ai connu ces tentatives ; je ne suis pas sûr qu'elles aient cessé, et je sais bien qu'on les reverra encore. Il y a un certain snobisme antiparlementaire ; on y cède volontiers. Il n'y a rien de si odieux qu'un parvenu qui veut jouer à l'aristocrate. J'invite mes compatriotes à se méfier de ces tendances qui risquent fort, et je le dis dès aujourd'hui, de nous conduire soit à la démagogie, soit à la dictature.

Pour moi, je demeure hostile à l'une et à l'autre. Arrivant au milieu de toutes ces campagnes pour ou contre la Constitution, pour ou contre les États-Généraux, pour ou contre des révolutions sur le papier, je déclare qu'à mon avis la France d'aujourd'hui, souillée naguère par des gouvernements de trahison, secouée par l'invasion du peuple le plus cruel, a besoin, moins d'une réforme politique, au sens juridique de ce mot, que d'une réforme morale, au sens humain. Il faut rétablir la notion de la liberté, le respect de la personne, la dignité de la justice, la fidélité à la parole donnée. Ce qui importe, c'est de faire cesser le plus vite possible la prédominance de la spéculation sur le travail. A l'heure présente, on gagne plus en deux heures de marché noir qu'en une semaine de labeur. C'est cela qui doit cesser si l'on veut que la France vive. Le programme républicain, c'est cela. La République, pour moi, c'est l'application de la morale à la politique.

Et voilà pourquoi je demeure, en ce qui me concerne, aussi républicain que je me suis montré français.





14 JUILLET 1789, PARIS PREND LA BASTILLE!



L'UNITÉ FRANÇAISE

par Louis MADELIN de l'Académie Française

Le 14 juillet 1790, une foule immense remplissait le Champ de Mars parisien, transformé, dans les jours précédents, en un énorme hémicycle de terre gazonnée. Au centre de cet hémicycle, face aux gradins verdoyants, en avant de l'École militaire, s'élevait, sur une estrade, un autel orné de fleurs. On allait célébrer la Fête de la Fédération.

Elle s'était, en quelque sorte, imposée, sortie d'un grand élan de confraternité nationale, qui, en des heures troubles et presque angoissantes, s'était révélé et soudainement accru.

La Nation traversait une des crises les plus graves de son histoire. Depuis un an, la France s'émancipait de toutes les anciennes disciplines. Le régime politique et social s'écroulait ; toutes les anciennes institutions étaient abolies, tous les cadres brisés, toutes les autorités déchuës et le trône lui-même, sous la tutelle duquel avait, près de mille ans, vécu le pays, semblait déjà ébranlé.

Mais après quelques mois, une inquiétude vague, puis une sorte d'angoisse imprécise, s'était répandue d'une extrémité à l'autre du royaume. Un corps ne change pas radicalement et en quelques jours de régime sans que, promptement, des désordres se déclarent. Des désordres très graves s'étaient produits, et l'on sentait bien qu'ils se pouvaient multiplier. Ce qu'on a appelé la Grande Peur avait étreint les âmes. Les Français de toutes les classes craignaient de voir le pays, au lieu de se rénover, se dissoudre et, par là, courir, en face d'une Europe si souvent menaçante, un mortel danger.

Cette France qui, maintenant, atteignait à peu près toutes ses limites naturelles — frontières terrestres et littorales marines — avait mis huit cents ans à se constituer, à se compléter, à se réaliser. Elle était formée d'un agrégat de « pays » qui, issus de l'antique Francie des premières races, s'étaient, au IX^e siècle, séparés les uns des autres jusqu'à paraître devenir étrangers et à certaines heures ennemis. La Francie de Charlemagne ne se pouvait plus reconnaître en ce miroir brisé.

Mais une race était née de petits seigneurs — les « comtes de Paris, ducs de France » — qui, s'étant fait accorder, un jour, par les « grands », le titre — alors bien vain — de roi des Francs, s'étaient promis de le rendre réel en reconstituant la Francie. Les fils de Hugues Capet dont, au début du XI^e siècle, de Saint-Germain-en-Laye à Melun et à Orléans, le domaine ne représentait pas deux de nos actuels départements, referaient, de l'Atlantique au Rhin, des dunes de Flandre aux rivages méditerranéens, le royaume de Charlemagne. Huit siècles, en effet, ils y avaient travaillé et, vrai miracle, miracle unique dans l'histoire des peuples, y étaient parvenus. Grandes provinces et petits pays, petites communes et grandes cités, toute la terre de France avait été, pouce par pouce, acquise par eux. Elle était entrée dans le domaine du Prince et, à la veille de la Révolution, constituait le Royaume.

Mais c'était au roi que ces provinces — Normandie comme Provence, Bretagne comme Bourgogne, Alsace comme Languedoc, Auvergne comme Poitou — s'étaient données. Il y avait vingt Francs dans cette France reconstituée et le seul lien semblait être le roi.

Existait-il, dans cette diversité, un esprit national ?

Il existait et il avait, à vrai dire, toujours existé ; même quand la Francie était encore morcelée, ces Francs du Midi ou du Nord savaient qu'ils avaient jadis constitué un seul empire : ils étaient les petits-fils des Francs de Charlemagne et ce sentiment, longtemps obscur et parfois inconscient, avait grandement facilité l'entreprise des fils de Capet. Ceux-ci le favorisaient. « Enfants de toute la Gaule ! » avait crié, le matin de Bouvines, Philippe-Auguste près de jeter son armée contre les Allemands, et ce cri avait, en quelque sorte, rompu la prescription pour le sentiment national. Réunies peu à peu sous le sceptre des rois, les provinces avaient communiqué dans les mêmes triomphes et les mêmes revers, les mêmes écroulements et les mêmes résurrections. La personne France s'était fortifiée de ces communs destins — et animée de quelle prodigieuse personnalité ! C'était cette personnalité même qui, au XVIII^e siècle, avait préparé cette Révolution : paraissant avoir éclaté à Paris, elle y était, au contraire, venu, avec les députés élus en mai 1789, de toutes les provinces, et des plus lointaines.

Mais cette union des « pays » de France était-elle déjà assez forte pour se passer de la tutelle presque millénaire du Prince ? Dans le bouleversement général de 1789-1790, le trône, à la vérité, avait été conservé, mais le roi semblait avoir abdiqué tout pouvoir, et, devant cette abdication, la nation se sentait troublée. Des signes de dissolution s'accusaient de jour en jour, et de terribles menaces, par surcroît, étaient suspendues sur le pays. Nos voisins, qu'ils fussent d'outre-Manche, d'outre-Rhin ou d'outre-Pyrénées, avaient toujours été, à un moment donné, nos ennemis et, sans cesse, des coalitions redoutables avaient été sur le point d'étouffer cette France que notre plus grand adversaire du XVII^e siècle, Guillaume d'Orange, appelait « l'insolente nation ». On avait repoussé les invasions et déconcerté les coalitions ; mais la France se sentait toujours guettée. Persuadée, elle que, seul, le roi tenait cette France unie, l'Europe était tentée de profiter « des troubles du royaume » (auxquels certains aidaient secrètement), pour se jeter sur lui et satisfaire enfin les vieilles convoitises comme les vieilles rancunes. La France, en dissolution, subirait le sort cruel que la Pologne, récemment dépecée, venait de connaître. Les puissances de proie ne reculeraient que si la nation émancipée et renouée se montrait unie.

De ville à ville, de canton à canton, de province à province, des fédérations se firent spontanément ; on disait qu'Angevins et Bretons ne s'aimaient pas ; la fédération angevine-bretonne fut la première ; le reste du pays suivit ; mais on voulut que ces fédérations régionales se fondissent en une Fédération nationale. Et c'est ainsi que, le 14 juillet 1790, dans ce Paris qui, depuis un an, retentissait des bruits de la guerre civile, une assemblée générale se tint, des fédérés de tous les nouveaux départements. Le roi y prêta serment de fidélité à la nation, la nation au roi. L'étranger était averti.

Il ne se tint pas pour tel. Après deux ans de préparatifs, les Allemands se jetaient, les uns sur la Flandre, les autres sur la Lorraine, et, un instant, on put croire que, le trône ayant, sur ces entrefaites, à son tour, succombé, la France ne lui survivrait pas. Et ce fut, tout au contraire, cette invasion qui, plus que tous les décrets des assemblées, fonda définitivement en une nation toutes ces Francs qu'on croyait si près de se diviser.

« La Patrie est en danger ! » A cet appel tragique, la France se leva, se révélant une nation. C'est de toutes les provinces que ses fils coururent s'enrôler. Ils virent des pentes des Pyrénées comme des bords de la Meuse, des côtes bretonnes comme des rivages méditerranéens, et de la Croix-Rousse de Lyon comme des faubourgs parisiens. Dans les rangs de ces volontaires, qui, plus que Vive la Liberté ! criaient : Vive la Nation ! toutes les classes (la liste des grands chefs sortis bientôt de leur sein en fait foi) étaient représentées, d'un Moreau, étudiant bourgeois, à un Hoche, le fils de la fruitière, mais aussi toutes les provinces. Kellermann, à Valmy, levant son chapeau aux plumes tricolores, eût eu, plus encore que Philippe-Auguste à Bouvines, le droit de crier : « Enfants de toute la Gaule ! » Béarnais et Bretons, Alsaciens et Gascons, Lorrains et Normands, Auvergnats et Flamands, tous fraternisaient, autorisant la Convention à proclamer, le lendemain même de Valmy, que la République était « une et indivisible ».

Vingt-trois ans de guerre allaient suivre, qui achèveraient d'agglomérer tous les éléments

de la nation. De même que le métal en fusion se durcit ensuite au heurt des marteaux, la masse des pays de France, fondue au feu des batailles, s'est solidifiée sous les coups de l'ennemi. Lorsqu'en 1815, la fortune du pays semblait s'effondrer avec celle de l'Empereur, quelque chose survivait au désastre, qui sauvait tout : l'unité désormais faite non plus par les décrets, mais dans les cœurs. Des lors, les plus grandes épreuves resteraient sans mortelles conséquences — et les catastrophes même.

Cette unité, elle demeurerait, en effet, le fondement solide de notre politique nationale. Elle imposerait aux gouvernants successifs de la France la continuité des vues.

« La France est une personne ». Le mot de Jules Michelet est célèbre : jamais il ne s'est plus justifié que depuis cent cinquante ans. De la réunion des pays les plus divers par leur sang, leur climat, leur sol et leurs mœurs, s'est formée cette personnalité collective si singulière, que parfois elle étonne l'étranger. Aucun peuple n'offre pareille diversité dans ses parties et, partant, dans son caractère. Nous paraissions aux uns conservateurs jusqu'à la routine, aux autres révolutionnaires jusqu'à l'outrance ; on nous réputait frivoles parce que nous sommes gais et, à certaines heures, nous semblons pousser au tragique les situations simplement difficiles ; nous sommes économes de notre argent parfois jusqu'à la parcimonie et prodiges de notre sang jusqu'à la folie ; nos paysans semblent terre à terre, et c'est de leur sein qu'a jailli Jeanne d'Arc ; sans cesse nous nous divisons comme à plaisir jusqu'à nous déchirer cruellement et, soudain, on nous voit nous réconcilier dans des épanchements fraternels ; quand nous paraissions au fond de l'abîme, nous n'avions jamais été plus près de reconquérir les cimes. C'est pourquoi nous déroutons nos amis, mais nous déconcertons plus souvent nos ennemis. C'est qu'amis et ennemis ne savent pas assez de quels éléments divers nous sommes formés et aussi combien, malgré certaines apparences, notre unité est parfaite. Nous sommes bien « une personne », mais d'une personnalité trop vive. Chez nous, la sensibilité domine la raison, et c'est cependant cette sensibilité qui, d'instinct, nous ramène à la raison. Elle a fait nos guerres civiles et elle a aussi facilité nos soudaines « unions sacrées ».

Les gouvernants français ont toujours fini par s'en rendre compte et en tenir compte. Nous nous sommes payé, de 1789 à 1871, le luxe coûteux de cinq ou six révolutions ; nous avons changé treize fois de régime ; nous sommes le seul peuple qui ait, en moins d'un siècle, connu exactement dix constitutions. Mais quand les hommes amenés au pouvoir par une de nos révolutions ont entendu y installer avec eux une politique nouvelle, ils ont été promptement ramenés à pratiquer la seule politique française, parce qu'il n'y en a qu'une. Elle nous est imposée par notre situation géographique. « C'est, disait Napoléon, la géographie qui fait l'histoire. » Elle a fait l'histoire de France.

Nous avons été un peuple constamment menacé, nous continuerons à l'être, même quand un de nos adversaires séculaires paraîtra terrassé. C'est que nous avons trois frontières et trois littoraux, et sommes par là très vulnérables ; par ailleurs, notre sol, très diversement opulent, soulève, je l'ai dit, les convoitises. Il nous faut des murailles et des fossés. C'est pourquoi les rois de France et leurs ministres n'ont cessé de vouloir étendre le pays jusqu'à ses limites naturelles qui sont le Rhin, le Jura, les Alpes, les Pyrénées. Nous les avons, un jour, atteintes ; nous en avons reperdu une, la plus importante et, en 1918, n'en avons reconquis qu'une partie. La France reste exposée. La politique des limites naturelles continuera à s'imposer à tout gouvernement français. Mais pour la pratiquer, il faut être forts. Or, si nous avons prouvé, pendant des siècles, notre valeur militaire, nous ne sommes pas un peuple naturellement guerrier ; nous naissons chevaliers plus que soldats, et la guerre n'est pas pour nous, comme jadis pour la Prusse — selon le mot de Mirabeau au XVIII^e siècle — « une industrie nationale ». Mais nous possédons, par contre, une force que d'autres n'ont pas et nous voici ramenés à notre propos : l'unité nationale.

Formée de pièces et de morceaux, la France est le plus un des peuples. Nous avons connu des empires dont certaines provinces aspiraient à se séparer. La Russie, la Prusse, l'Autriche ont, pendant un siècle, tenu sous leur joug les lambeaux, toujours frémissants, de la Pologne, et toutes ont connu plus d'une Pologne. La Grande-Bretagne, il n'y a pas si longtemps, avait à son flanc une Irlande ennemie comme l'Espagne une Catalogne rebelle ; je multiplierais les exemples. Les provinces de France, elles, n'ont jamais fait mine de vouloir se séparer de la communauté nationale. Bien mieux : dans une heure d'infortune, deux de nos provinces, Alsace et Lorraine, ont été, contre leur gré, et en dépit de leurs protestations réitérées, arrachées à la France ; on les a vues refuser, près d'un demi-siècle, de se soumettre au maître étranger, le honnir, le combattre, et, à l'heure de la délivrance, en 1918, accueillir avec des cris de tendresse et des larmes de joie la France qui venait les prendre par la main pour les ramener au foyer maternel. Et l'aventure vient de se répéter.

C'est notre grande force. Nos rois l'avaient compris et tous les gouvernants l'ont, un jour, compris. On a beaucoup attaqué la politique de la centralisation, et cependant ceux qui l'avaient combattue l'ont, une fois au pouvoir, pratiquée comme leurs devanciers. C'est que, l'Europe plusieurs fois coalisée contre nous, nous n'avons été sauvés que par l'union de la terre française et que la centralisation assure le coude à coude en face des assauts. On peut regretter certaines conséquences de cette politique de centralisation, mais il faut bien voir qu'elle s'impose.

Mais qu'est l'unité territoriale si l'union morale ne se fait ? Elle ne peut se faire que par une politique de conciliation et si, un instant, celle-ci fléchit, la France est en péril. La guerre civile obnubile vite le patriotisme ; on l'a bien vu au XV^e siècle, lors de la crise à laquelle a mis fin la miraculeuse apparition de Jeanne d'Arc ; au XVI^e siècle, lors de la crise qu'Henri IV a su clore, et pendant la Révolution ; vite les partis exaspérés s'aliènent jusqu'à la trahison, mais l'on bénit le pacificateur qui, en mettant fin aux querelles intestines, fait cesser ces aberrations. L'unité serait vaine si l'union ne venait la fortifier. Et c'est pourquoi, une révolution faite ou un désastre essuyé, le pays sent, d'instinct, que la grandeur française à restaurer est au prix de l'union refaite.

Nous sortons d'une nouvelle crise, une des plus affreuses ; la France, écrasée par l'ennemi, eût pu cependant connaître pire catastrophe : la dissolution de la nation. Nos ennemis ont pu l'espérer ; ils étaient mal informés. Subissant bientôt tous le joug de l'étranger, les pays de France se sont sentis également mortifiés, mais unis dans le même sentiment : l'horreur de ce joug étranger et le désir de la libération. Jamais la nationalité française n'a paru plus vivante que sous la botte du vainqueur. Une fois de plus, l'unité s'est affirmée, mais la force qu'elle nous confère s'effondrerait si, à peine sortis de notre désastre, nous ne fortifions cette unité de l'union des citoyens. La nécessité de nous relever, de nous restaurer, de nous reconstituer l'impose aux gouvernants comme aux gouvernés. Il faut reprendre la grande politique nationale qui a toujours été sa continuité sur l'unité, plus que jamais visible aujourd'hui des « pays » de France.

Louis Madelin

LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL VU PAR...



...UN SERCENT DE VILLE.

DUPUY ERNEST, 11, RUE GUIARDE, PARIS :
 « Je suis républicain dans l'âme. Il faut des réformes sociales rapides, mais dans l'ordre et la justice, oui, dans l'ordre et la justice ! Pourquoi une nouvelle Constitution ? Il suffit de rajeunir celle de 1875. Je suis pour le bicamérisme et partisan du Sénat, oui, monsieur, du Sénat, tel qu'il était jusqu'à la guerre... »



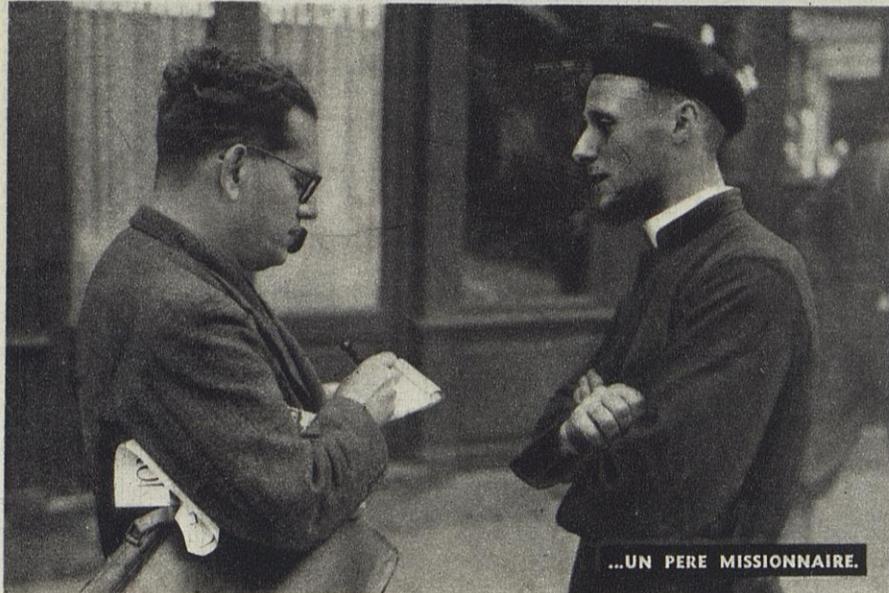
...UN PLOMBIER.

ARMAND FILOT, 8, RUE DE LA PROCESSION, PARIS :
 « Si je suis pour la République, monsieur l'enquêteur ? Cela va sans dire. Mais il faut que cette République connaisse le calme et l'ordre. Non, il ne faut pas maintenir l'ancienne Constitution ; seules, une nouvelle Constitution et une Chambre unique pourront nous débarrasser des trusts et du « marché noir ».



...UN GARÇON DE CAFE.

ROBIN ERNEST, 3, RUE TRAVERSIERE, CLICHY :
 « Il faut des lois sociales, mais il les faut dans l'ordre et le calme. Il faut garder l'ancienne Constitution, mais la rajeunir. Il est nécessaire de faire un « ravalement ». Je suis partisan d'un Sénat, mais pas comme l'ancien. Il faut le rajeunir et, surtout, il ne faut pas que les mêmes reviennent au pouvoir. »



...UN PERE MISSIONNAIRE.

LE PERE AINE, DES MISSIONS D'AFRIQUE, 191, RUE DE L'UNIVERSITE :
 « Oui, je suis républicain, car la République est le gouvernement du peuple. Mes désirs vont à un gouvernement assez autoritaire, avec un exécutif stable et fort, mais réceptif aux courants populaires et en constante communion avec l'opinion publique. Je préférerais qu'il y eût deux Chambres. J'en vois les inconvénients, mais je les crois moindres que dans une Chambre unique. »



...UNE GERANTE DE RESTAURANT.

Mme MASSILLON, 47, RUE SAINT-FERDINAND, PARIS :
 « Si je suis républicaine ? Oui, monsieur ; mais pour une République qui nous laisse gagner notre vie sans tracasseries inutiles et avec le rétablissement du marché libre. Si nous obtenons cela, vous verrez que le gangstérisme disparaîtra. Il faut détruire complètement la Constitution de 1875. Je suis pour les réformes sociales faites rapidement, mais dans l'ordre. Surtout, pas de Sénat ! »



...UNE CONCIERGE.

Mme AUTHER, 5, RUE SOUFFLOT, PARIS :
 « Je suis républicaine, mais mes préférences vont à une République modérée. Plus de guerre, pas d'agitation, surtout pas de bagarre. Pourquoi ne pas garder les deux Chambres comme avant ? Les sénateurs sont sages ; ils comprendront qu'il faut élever le salaire des concierges et que la vie doit baisser. »



...UN ARTISAN.

VALLET ROLLAND, 12, RUE DU BOIS, NANTERRE :
 « La République doit aller de l'avant. Il faut des réformes sociales dans l'ordre, mais à bref délai. Je suis partisan d'une Chambre unique souveraine. Il y aura assez de disputes avec une seule Chambre, pour qu'on n'en ajoute pas une seconde. Et puis, les vieux « birbes » du Sénat, on n'en veut plus ! »



...UNE MENAGERE.

Mme BRETEAU, 84, RUE MONGE, PARIS :
 « Il faut être raisonnable, monsieur... Certes, tout n'est pas au point, mais c'est déjà pas mal. Il ne faut pas être exigeant, mais se contenter de faire des choses sages. C'est ça, la République. Oui, je suis pour les deux Chambres : un Sénat serait utile, mais élu autrement qu'avant la guerre. »



L'ACTION EXTÉRIEURE DE LA III^e RÉPUBLIQUE

QUAND la Troisième République naquit, on peut dire que l'action extérieure de la France était à zéro, cependant que l'horizon semblait chargé de menace. Cette menace était même le seul élément politique qui se présentât clairement. Elle naissait de la nouvelle force qui venait de se constituer sous la direction de la Prusse et qui avait pris la place et le nom même — *Deutsches Reich* — de l'Autriche. Élément négatif en face duquel aucun élément positif ne se montrait. Les nations, un peu surprises de la défaite française et frappées par le violent éclat de l'astre nouveau et redoutable qui se levait sur l'Europe, restaient, vis-à-vis de nous, comme indifférentes, en tout cas — à part quelques manifestations de sympathie venant de nations minuscules — personne ne nous tendait la main. Il y avait donc à rétablir toute une situation et ses plus acharnés détracteurs ne peuvent nier que la Troisième République n'ait obtenu d'importants résultats dans le domaine diplomatique.

Le nouveau régime et tout le pays derrière lui, à la suite de la dure leçon que nous venions de recevoir, avaient compris la nécessité de posséder une armée forte pour protéger le territoire national : en même temps, les hommes d'Etat de ce nouveau régime savaient — et sentaient plus que jamais — qu'il est impossible de faire de bonne politique extérieure sans disposer d'une puissance militaire respectable. Aussi notre diplomatie dut-elle attendre que nos forces fussent reconstituées pour être véritablement active et, pendant les premières années, il y eut surtout à veiller pour ne point recevoir le coup de poignard mortel dont notre vainqueur de la veille cherchait à faire naître l'occasion. Cette renaissance militaire eut lieu assez vite.

Pendant cette période de temporisation, cette diplomatie sut, quand même, prendre quelques contacts avec la Russie et l'on se souvient qu'en 1875, Berlin ayant créé un incident de frontière, le tzar intervint personnellement.

Cependant la nouvelle Allemagne, de son côté, cherchait à se créer une forte situation diplomatique et, voulant être maîtresse de toute l'Europe centrale, elle conclut, en 1879, un traité d'alliance avec l'Autriche. En 1882, l'Italie vint s'ajouter à cette alliance et l'on se trouva en face de la Triplice. Il s'agissait, pour l'Allemagne, profitant de l'influence que lui conférait sa puissante armée, de ne pas se trouver gênée dans sa politique occidentale par un conflit entre l'Autriche et l'Italie, ennemies naturelles, dont Berlin entendait devenir, ainsi, le lien et l'arbitre assez autoritaire, du reste.

Ce groupement, par lequel les deux alliés de l'Allemagne devenaient, pratiquement, ses annexes, apporta involontairement à notre politique extérieure un moyen d'action dont la diplomatie française sut fort bien tirer parti. Si en effet, la Triplice permettait à l'Allemagne d'éviter, en Europe centrale, un conflit qui eût pu gêner sa liberté de mouvements, elle n'était pas sans inquiéter la Russie, que cette masse de trois grandes armées sur son front occidental ne pouvait point rassurer et qui, de plus, voyait, dans l'Autriche et même, quelque peu dans l'Italie, des compétitrices, disons même des adversaires pour sa politique d'influence et de panslavisme dans les Balkans. Les hommes de la Troisième République — les hommes d'Etat et les diplomates — utilisèrent cette situation et développèrent chaque jour les contacts avec la Russie. En 1892, l'alliance russe renaissait.

Il faut noter qu'avec cette alliance se rétablissait la permanence de la politique française établie depuis des siècles. La France, protégée à l'Ouest par un vaste océan, a, dès l'abord, cherché à trouver des garanties vers l'Est où les terres s'étendaient à l'infini, chevauchant l'Europe et l'Asie.

La Troisième République a pratiquement repris le cours naturel, la direction instinctive de la politique extérieure française vers l'Est et, du reste, elle y a réussi mieux qu'il ne le fut à aucun moment de notre histoire. Si nous ajoutons à l'alliance franco-russe la ligne de conduite dans le Levant, où le maintien de notre influence morale fut l'objet de grands soins, la constance française est encore plus frappante. Pour ce Levant on ne saurait trop souligner l'attitude de ce régime, attaché à la laïcité, mais qui, en présence d'immenses services rendus à la patrie par les religieux des missions, non seulement ne chercha point à les contrecarrer, mais encore les appuya toujours de son autorité.

Il y avait dans l'alliance russe un point assez sensible : c'étaient les termes assez froids — pour ne pas dire plus — en lesquels se trouvaient Londres et Moscou. L'Angleterre prenait ombrage des développements incessants de la Russie depuis le XVIII^e siècle, qui lui donnaient des appréhensions pour sa politique générale et surtout pour sa situation aux Indes. Il y avait donc un risque pour la France, d'être mêlée à ce que l'on nommait alors « la querelle de la Baleine et de l'Ours blanc » et d'être prise entre les deux masses, ce d'autant plus que la rivalité séculaire de la France et de l'Angleterre laissait encore des traces trop apparentes entre les deux pays. Cela donna encore lieu à un succès de la politique de la Troisième République. Après le grave incident de Fachoda, en 1898, le ministre Delcassé, arguant de la concession que nous avions faite, en cette occasion, à la Grande-Bretagne, régla toutes les questions qui séparaient encore les deux pays et supprimant la survivance des animosités d'autrefois, profitant pour cela de la présence sur le trône de Londres d'un grand ami de la France, conclut l'*Entente cordiale*. A la suite de quoi notre pays, au lieu d'être entraîné dans un conflit entre « la Baleine et l'Ours blanc », parvint à servir de trait d'union entre les deux pays, dont il réussit à atténuer considérablement la méfiance réciproque.

Cette Troisième République ne se borna pas à reprendre la politique traditionnelle de la France face à l'Est. Nos ancêtres avaient tôt compris que l'Europe offrait à leur pays peu de chances d'expansion. Ils en avaient, de tous temps, cherché au delà des mers. La diplomatie de la Troisième République nous fit attribuer, par l'acte de Berlin, un large domaine en Afrique et, plus tard, par l'acte d'Algésiras, confier le protectorat sur le Maroc. Entre temps, l'Indochine et Madagascar avaient été, l'une complétée, l'autre acquis.

Il est uniquement regrettable qu'un moment de détachement des questions militaires ait permis aux Allemands de nous assaillir à l'instant favorable en 1914. Toutefois, la préparation antérieure avait été telle qu'en dépit des insuffisances en matériel nos hommes, nos états-majors, la première surprise passée, eurent faire face et donner le temps aux alliés que nous avait donnés la politique extérieure, de se joindre à nous.

Il faut malheureusement avouer qu'après la victoire de 1918 la politique extérieure de la Troisième République fut faible et maladroite. Elle n'exigea pas l'exécution des clauses les plus essentielles du Traité de Versailles, elle compta sur « la bonne Allemagne », la laissant se réarmer. Au fond, cette politique se bornait à quémander la paix à tout venant et à payer d'abandons les promesses fallacieuses qu'on lui en faisait.

Aujourd'hui nous retrouvons la permanence de la politique de la France en ce qui concerne la garde à l'Est — représentée, dès maintenant par une grande alliance — et des garanties futures sur le Rhin et le renforcement de l'Empire. La Quatrième République saura continuer l'œuvre de ses devanciers.

S. de GIVET.

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DE 1789 A 1945

(Suite de la page 1)

Dès la Convention, le péril extérieur fait perdre de vue les buts sociaux. Législations d'exception qu'imposent au début les circonstances, mais qui se transforment vite en armes de dictature. Dictature de la foule « techniquement » manœuvrée : ce sont les « journées » parisiennes, Hanriot et ses sections. Des politiciens clairvoyants finissent par en saisir les ficelles, et voici Thermidor. Dictature des révolutionnaires nantis : le pouvoir au profit exclusif de quelques-uns. Dictature d'un homme : Bonaparte. La France est retournée au pouvoir personnel, le cycle est fermé. Pourquoi le peuple accepte-t-il provisoirement cette solution ? Lassitude, désir d'ordre ? Peut-être... mais surtout parce que le nouveau régime confirme les premières conquêtes sociales, la mise en place de nouveaux cadres. Justice dans l'armée où la fortune suit le plus capable. Justice fiscale posant le principe de l'égalité de tous devant l'impôt.

Mais la justice politique n'est pas assurée, et quatre régimes se succéderont avant que cette vérité n'éclate...

Ni les démocrates de 1789, ni ceux généralement du XIX^e siècle, n'oseront faire confiance au peuple. Ils chercheront à œuvrer pour lui, mais sans lui. Et cela se traduit par leur défiance du suffrage universel.

Les constituants de 1790, déjà, avaient unanimement la crainte que la volonté populaire ne s'exprimât mal. Comme leurs successeurs, jusqu'en 1870, sauf l'exception de 1848, ils partageaient ce sentiment que seul un homme riche peut avoir une opinion libre. Tous les régimes qui se succéderont manqueront donc de bases et de racines, parce qu'ils seront fondés sur le suffrage censitaire et restreint. Jusqu'à nos jours, les classes dirigeantes ne sauront jamais traduire en réalités les aspirations séculaires et profondes du peuple de France, parce qu'elles les ignoreront. Si elles avaient mieux connu leur histoire, et plus réfléchi aux caractéristiques de notre race, elles auraient peut-être pu épargner au pays nombre de convulsions sanglantes et certainement les dernières trahisons. Mais la crainte d'un peuple qu'elles ne connaissaient pas, dont elles se faisaient une idée chimérique, parfois générale, toujours fautive, les a aveuglées. Elles ont légiféré dans l'abstrait quand elles n'ont pas détourné à leur profit ses révolutions.

Cette incompréhension mutuelle, qui pèse si lourdement sur les destinées de la France, explique le drame atroce de la Commune. A l'origine, elle est un réflexe patriotique devant une capitulation inexplicable. « L'insurrection du 31 octobre et l'agitation qui persistait à Paris montraient que le danger révolutionnaire était lié aux protestations contre l'armistice », a écrit Bainville. Comme nos chefs militaires en 1940, Bazaine capitule pour conserver une armée intacte destinée à « maintenir l'ordre ». Mais elle est née aussi d'un besoin passionné de justice sociale. Ce dernier caractère a presque complètement échappé à ses historiens, et même aux partis politiques qui ont perpétué sa mémoire et ses doctrines. Si cependant elle n'avait eu ce caractère, comment expliquer qu'elle ait déterminé la vocation sociale d'un Albert de Mun ?

Les institutions déforment les hommes, les hommes déforment les institutions. Rien, en douze siècles d'histoire, n'est venu déformer les aspirations profondes de notre peuple.

Bainville a vu, dans les réactions bourgeoises de notre démocratie, la revanche, du Ligure.

« Quel était le caractère de ce peuple qui a repris le dessus, lentement, sur l'apport du Gaulois enthousiaste et du Romain raisonneur ? Ce que nous savons des Ligures nous les montre exactement semblables au « Français moyen », semblables non seulement au point de vue physique, mais au point de vue intellectuel. » C'est injuste, car le peuple n'a pas encore eu la parole en France. Craint par les uns, méprisé par les autres, mis sous tutelle par tous, Caliban n'a eu que la ressource de l'explosion sporadique. La piétaille de France a toujours cheminé souterrainement. Mais elle a toujours marché dans le même sens.

La Troisième République a achevé de lui donner la liberté politique. Mais ce n'est pas là l'essentiel de ses aspirations. A trop voir le moyen, on a perdu de vue le but. Celui-ci n'est autre qu'une justice sociale, traduite dans les faits. Or, celle-ci n'a pas encore vu le jour.

L'angle sous lequel ont été abordées toutes les grandes réformes a toujours été celui des rapports de personnes ou de classes, jamais celui de l'humain. C'est pourtant cet aspect humain de la politique française qui marque sa continuité, à travers ses évolutions successives.

« Tout commence en mystique et finit en politique, a dit Péguy. L'essentiel est que, dans chaque ordre, dans chaque système, la mystique ne soit point dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance. »

Est-ce possible ? Peut-être, si un certain apport en mystique peut être assuré. Un renouvellement continu. C'est dans ce sens, dans ce sens seul, que peut sonner l'heure du pouvoir populaire.

Il ne s'agit plus de disputer des régimes qui se sont succédé. Ils ont tous commencé en mystique et se sont dégradés en politique. Il en serait de même de l'avènement populaire, s'il ne devait servir qu'à changer de place des titulaires, à remplacer le gouvernement des trusts ou celui des classes moyennes par la dictature du prolétariat.

Il y a mieux à faire, à partir du réservoir intact de la mystique populaire.

Quand une grande révolution éclate, c'est toujours qu'une masse éprouve un violent et mystérieux besoin d'un grand mouvement. Mais il ne faut pas que ce besoin soit trahi. Il ne faut pas que ce mouvement s'arrête. Il faut que, du fond inépuisable de la masse populaire, la mystique s'alimente sans cesse et monte vers le pouvoir pour l'animer, l'insuffler, le recréer sans cesse.

Sinon, nous allons seulement vivre une expérience de plus. L'expérience fallacieuse de la politique populaire. Et la marche souterraine du peuple de France, à la poursuite de sa mystique de justice sociale, se poursuivra encore. Son évolution politique, qui est une marche spirituelle, ne sera jamais close tant qu'il y aura, en face des politiciens et des opportunistes, des hommes pour répéter avec Péguy : « Tout cela c'est très bien parce qu'ils ne sont qu'une menace imprécise et théorique. Mais le jour où ils deviendraient une menace réelle, ils verraient ce que nous sommes capables de faire pour la République. »

François TALLARD.

LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL VU PAR...



...UN ENTREPRENEUR DE BATTAGE.

FRANCIS PELISSIER, MONTALET-LE-BOIS (SEINE-ET-OISE) :
 « J'étais républicain jusqu'à la guerre, mais, depuis, on ne sait vraiment plus où on en est ; on a du mal à se faire une opinion. Pourquoi deux Chambres ? Une suffit : une petite, toute petite Chambre... Il faut refaire la Constitution, mais surtout, pas de coups durs, monsieur, qu'on ne casse pas la maison !... »



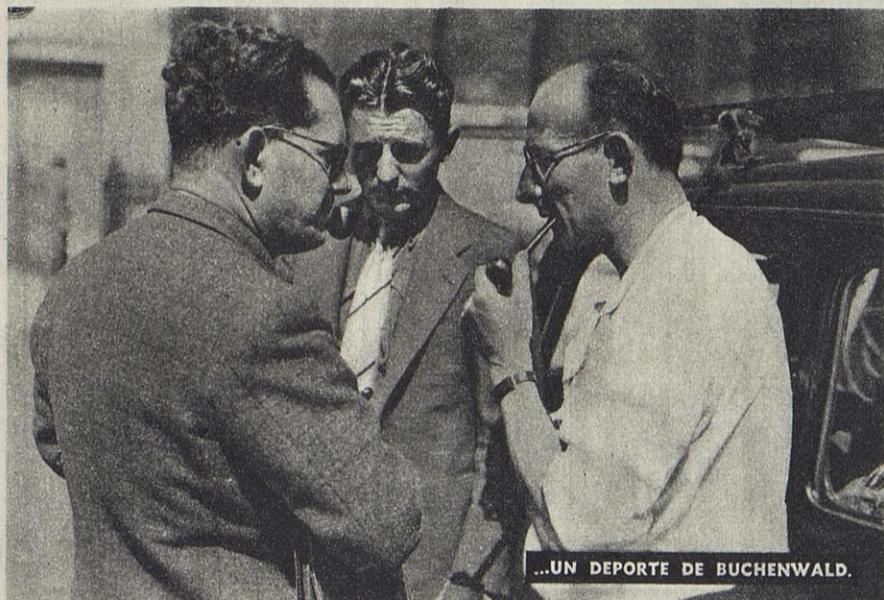
...UNE ETUDIANTE ES-LETTRES.

JOSETTE BERNAIL, 4, RUE BEAUREPAIRE, PARIS :
 « La République est le meilleur régime possible, mais il faut qu'elle s'attelle rapidement aux réformes sociales et qu'elle les achève, autant que possible, dans l'ordre. Non : pas deux Chambres, une seule suffit, pourvu qu'elle comprenne bien sa tâche. Si cela n'est pas possible, il faut réformer l'ancienne. »



...UN PRISONNIER RAPATRIÉ.

BLANAIDE JEAN, UZERCHES (CORREZE) :
 « Je suis déçu et écauré. La République de 1939 était déjà mauvaise, celle d'aujourd'hui l'est encore plus ! Je veux la République, mais propre. Si on ne la fait pas dans l'ordre, nous la ferons tout de même autrement. Il nous faut des réformes sociales. Et aussi une Chambre unique et souveraine... »



...UN DEPORTE DE BUCHENWALD.

CHEVIEUX FRANÇOIS, 8, AVENUE GEORGE-V, PARIS :
 « Il faut qu'il y ait une rénovation matérielle et spirituelle. Nous devons élire une seule Chambre, souveraine, prenant ses responsabilités devant le pays. Nous avons été libérés au camp de Buchenwald par nos camarades communistes français ; nous étions déjà libres lors de l'arrivée des soldats américains. Je vois l'avenir du pays dans une conciliation du communisme et du christianisme... »



...UNE VENDEUSE.

Mme BURLoux, 25, RUE MADemoisELLE, PARIS :
 « Je suis républicaine, profondément républicaine, oui... Mais croyez-vous qu'il y ait vraiment beaucoup de changement par rapport au régime de Vichy ? Oh ! en théorie, oui ; mais en fait ?... Non, pas de Sénat ; les sénateurs, il faut les mettre à la retraite. Il faut à la France une nouvelle République qui fasse des lois sociales, une République rajeunie par des hommes nouveaux. »



...UN MILITAIRE.

VERSYCK CHARLES, 151^e REGIMENT D'INFANTERIE :
 « Je suis un engagé volontaire et j'ai passé le Rhin... La République n'est pas bien belle, mais je suis pourtant républicain. Il faut des réformes sociales hardies pour ne pas décevoir le peuple. Dans l'ordre, ce serait préférable, bien entendu... Je suis, moi, pour une Chambre unique, unique et souveraine... »



...UN EPICIER.

ROGER PICHON, 163, RUE DE GRENELLE, PARIS :
 « La République est la forme idéale du gouvernement ; il faut qu'elle soit avancée, mais sans exagération. La Constitution de 1875 n'est pas mauvaise ; on peut la maintenir avec quelques réformes. Enfin, le pays doit avoir deux Chambres : une Chambre des députés et un Sénat. Car le Sénat est un élément modéré. »



...UN BUCHERON.

LEGER ALBERT, 76, AVENUE BOSQUET, PARIS :
 « Je suis pour la République, mais attention ! Il faut qu'elle se renouvelle. Comment ?... Par des réformes sociales accomplies rapidement et dans l'ordre. Une seule Chambre suffit. Les vieux du Sénat sont à éliminer. Place aux jeunes, monsieur ! Bref, il nous faut une République plus propre, qui aille de l'avant ! »



L'ARMÉE FRANÇAISE, ARMÉE DE LA RÉPUBLIQUE

par le Général Paul AZAN •

SI est un peuple de soldats, c'est bien le peuple français. Au cours de son histoire, seigneurs et paysans ont fourni constamment des preuves de leur valeur au combat. Est-il besoin de rappeler leurs exploits : contingents de Charles Martel qui arrêtaient les Sarrasins à la bataille de Poitiers ; guerriers de Charlemagne qui combattirent aux côtés de Roland à Roncevaux ; compagnons du duc Guillaume de Normandie qui participèrent à la conquête de l'Angleterre ; chevaliers et gens de pied qui prirent part aux lointaines Croisades ; féodaux et milices des communes qui gagnèrent, avec Philippe-Auguste, la bataille de Bouvines ; hommes d'armes qui se groupèrent autour de Jeanne d'Arc pour bouter l'envahisseur hors de France ; chevaliers qui chargèrent à Marignan avec François I^{er} ; hommes de pied qui se rangèrent sous la bannière de Bayard ; compagnons de Henri IV qui surent toujours se rallier à son panache blanc...

Au xvii^e siècle se constitua une véritable armée nationale, se recrutant sur le sol de France, dépendant directement du roi et portant son uniforme.

L'armée se perfectionna, le recrutement fut mieux organisé ; des progrès dans l'instruction furent réalisés, surtout grâce à des camps comme celui de Vaussieux, dirigé par le maréchal de Broglie. Elle maintint ses belles traditions, que peuvent caractériser la courtoisie de la lutte à Fontenoy et le sacrifice du chevalier d'Assas tombant pour sauver ses camarades de régiment. Cependant un malaise existait à la veille de la Révolution ; il provenait principalement du fait que les officiers ne vivaient pas assez près de leurs hommes.

La Révolution de 1789 apporta d'importantes modifications à l'organisation et à l'esprit de l'armée. La création à Paris de la « Garde nationale », composée de citoyens de bonne volonté, fut généralisée dans toute la France, et en juin 1791 furent constitués, avec les volontaires de ces gardes, les bataillons de « volontaires nationaux », chargés de concourir, avec les troupes de ligne, à la défense du pays.

Lorsqu'en août 1793 la Convention décréta la levée en masse, l'armée compta 213 bataillons de ligne qui conservaient l'empreinte du régime royal et 725 bataillons dits de « volontaires », animés de la flamme révolutionnaire. Or, dans un pays, il ne peut y avoir deux armées, ni deux sortes de disciplines. « L'amalgame » fut réalisé, en groupant les volontaires autour des bataillons de ligne, pour constituer 213 demi-brigades à trois bataillons. Chacune des opérations était exécutée en face d'un représentant du peuple ; tous les soldats prêtaient serment d'obéir aux lois et de maintenir l'égalité et la liberté ; puis ils rompaient les rangs, fraternisaient aux cris de « Vive la République » et défilaient en une seule troupe. Le résultat de l'amalgame fut excellent.

Cette armée républicaine devint l'armée de Bonaparte, puis l'armée impériale, avec ses « grognards ». Les cadres, y compris les maréchaux, étaient en grande partie issus des officiers et des bas-officiers de l'ancien régime, parfois des volontaires nationaux ; quant aux soldats, ils furent peu à peu décimés, au cours des campagnes de Napoléon, si bien que de jeunes appelés sans instruction militaire, surnommés les « Marie-Louise », durent venir en 1815 combler les vides.

Les troupes de la Restauration accueillirent dans leurs rangs, comme officiers, un grand nombre d'émigrés ; elles donnèrent naissance, par la formation du corps expéditionnaire d'Alger, en 1830, à « l'Armée d'Afrique ».

Cette armée fut la gloire et l'honneur du gouvernement de Louis-Philippe ; elle conquiert et pacifia l'Algérie au cours de mémorables campagnes. Ses chefs et ses troupes s'illustrèrent ensuite, sous le règne de Napoléon III, en Crimée, en Italie, en Chine, en Syrie, au Mexique.

La défaite de 1870, marquée par la capitulation de Sedan, puis par celle de Bazaine à Metz dans des conditions inexcusables, amena un réveil patriotique stimulé par Gambetta.

Au prix d'un effort acharné, l'armée française reprit sa valeur et sa force sous la III^e République. En même temps, grâce aux troupes de la Marine, devenues ensuite « troupes coloniales », la France se constitua un immense domaine d'outre-mer ; les indigènes de ces pays, sous l'impulsion de chefs illustres, comme Gallieni et Lyautey, s'engagèrent dans les unités nord-africaines, sénégalaises, indochinoises, malgaches.

Au cours de la guerre 1914-1918, ces unités apportèrent, aux troupes métropolitaines, un appoint important. Mais ce furent essentiellement les troupes métropolitaines qui remportèrent la victoire.

Les troupes indigènes de l'armée d'Afrique et de l'armée coloniale jouèrent un plus grand rôle encore dans la guerre que le général de Gaulle dirigea, après la perte de la bataille de France, en 1940 : celles stationnées outre-mer, rejointes par les Français qui purent s'échapper de la Métropole occupée par l'ennemi, formèrent le noyau des troupes qui vinrent au secours de la mère-patrie.

C'était une admirable récompense pour la France, qui avait fondé son empire au prix du sang de ses fils, et qui y avait établi, par d'incessants efforts, la paix et la prospérité, de voir les indigènes de ses territoires lui exprimer leur reconnaissance en participant à sa libération ! Il n'y avait là

nul indice de faiblesse pour la France, mais au contraire la manifestation d'un grand espoir pour sa puissance future.

L'étranger a parfois l'illusion que le peuple français est en décadence. Il commet une erreur facile à dissiper.

Les soldats français qui ont combattu en 1939-1940 n'avaient pas perdu leurs qualités traditionnelles, comme on l'a prétendu : ils n'ont pas été des lâches ; mais ils étaient moins disciplinés et moins entraînés que leurs devanciers ; ils étaient surtout insuffisamment pourvus d'armes tels que chars et avions, indispensables dans la guerre moderne.

Avec un matériel désuet, les troupes de l'armée d'Afrique ont brillamment tenu tête, en 1943, aux Allemands en Tunisie ; mais il eût été impardonnable de leur faire continuer une lutte aussi inégale. Lorsque, grâce à nos alliés américains et anglais, elles eurent été dotées d'un armement moderne et instruites dans son emploi, elles montrèrent leur vraie valeur, en Italie, en France, en Allemagne.

La grande raison de la défaillance passagère de la France ressort des statistiques de pertes au cours de la guerre européenne de trente ans, qui a duré de 1914 à 1945. La France a perdu, de 1914 à 1918, le chiffre énorme de 1,500,000 morts, et plus encore de blessés dont beaucoup restés impotents, ce chiffre portant presque exclusivement sur sa jeunesse métropolitaine. Cette plaie, par où s'est échappé son sang, a fortement influencé sa santé physique et morale pendant les vingt années suivantes et n'était pas cicatrisée lorsque les opérations actives ont repris en 1939. Nos alliés anglais et américains, qui ont tiré notre pays des griffes de l'Allemagne, grâce à des efforts admirables, ont, dans ces opérations, perdu les premiers environ 300,000 tués (tous pays de l'Empire britannique compris) et les seconds environ 200,000 pour des populations respectives beaucoup plus nombreuses que la nôtre. On voit, par ces bilans, à quel point l'armée française mérite des égards pour sa part à l'effort fourni pendant les trente dernières années.

La France met de la discrétion à rappeler ces immenses sacrifices ; mais elle a le droit de les évoquer quand sa faiblesse momentanée paraît mise à profit pour lui manifester quelque dédain ou pour la traiter avec injustice. Si elle sait conserver ses possibilités impériales, un jour viendra où elle pourra parler haut, sans oublier toutefois ses devoirs de gratitude.

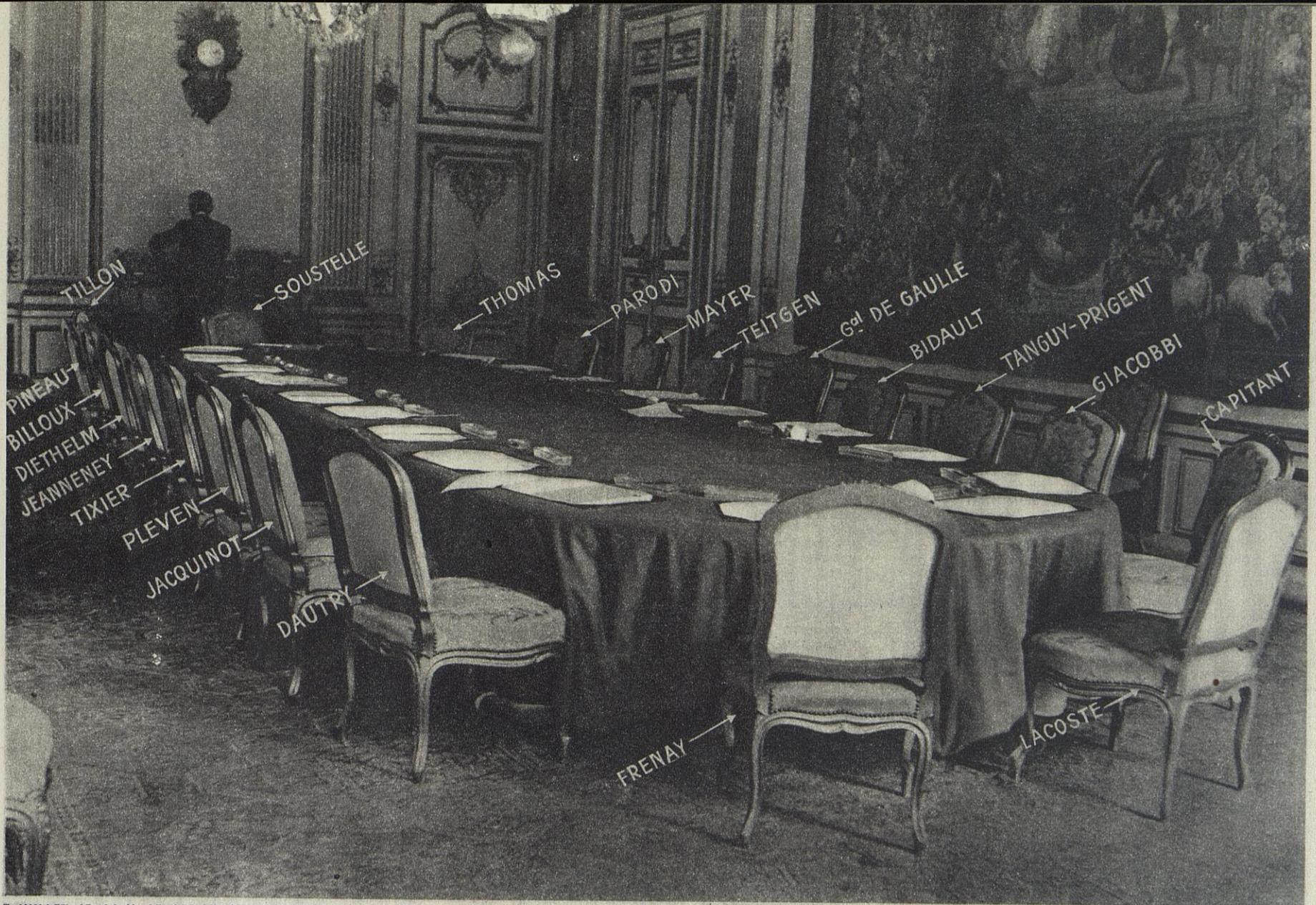
Ce jour luit à l'horizon pour qui assiste aux défilés militaires des jours de fête. La foule acclame les troupes de la France d'outre-mer : fiers guerriers marocains à la barbe soigneusement taillée ; Sénégalais, au visage mâle et souriant ; bataillon du Pacifique, formé de types humains presque inconnus de nous ; légionnaires au képi blanc, originaires de toutes les nations du globe... Les hurrahs qui retentissent sur leur passage disent assez la reconnaissance de la France à ceux venus à son secours.

La foule n'acclame pas moins les troupes constituées par les Français métropolitains. Elle donne par là libre cours à son instinct militaire racial ; mais elle est aussi inconsciemment inspirée par le sentiment que ces troupes sont l'émanation la plus pure de la nation, et qu'elles représentent ses traditions, ses vertus, sa force, son avenir. « Vive l'armée ! » n'est pas seulement un cri d'affection pour les fils, les frères, les fiancés, les maris qui défilent d'un pas alerte et souple, le regard droit, le menton haut, le buste cambré, ou qui passent dressés sur le haut de leurs chars ; c'est un hommage collectif à toute une jeunesse dont les Français sont fiers et dans laquelle ils placent leurs espoirs.

Ces soldats imberbes, accourus à l'armée sous l'inspiration de l'idéal le plus élevé, sont à la fois chéris comme des enfants et admirés comme des héros ; chéris comme des enfants, parce qu'ils placent leur orgueil juvénile dans les couleurs de leur « calot », de son soufflet et de son liséré, dans l'insigne de leur régiment ou de leur division, très respectables symboles, il est vrai, des actes glorieux de leur unité ; admirés comme des héros, parce qu'ils offrent à leur patrie, avec une émouvante simplicité, le sacrifice de leur vie. Point de différence à faire entre eux tous, qu'ils aient été formés par les campagnes d'Afrique, d'Italie, de France, ou par les dangers de la résistance et du « maquis ». « L'amalgame » doit se faire, comme en 1793 : il n'y a qu'une armée française, formée de tous les enfants de la France immortelle.

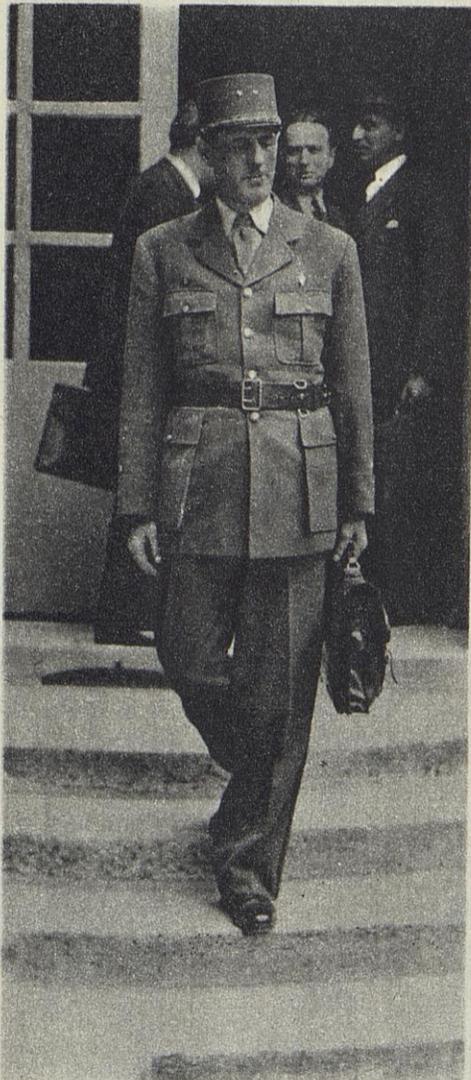
Les Français ne doivent d'ailleurs pas se borner à applaudir leur armée, ils doivent la prendre comme modèle. Qu'ils imitent leurs soldats, qui ont renoncé à la vie indépendante, aux distractions quotidiennes, et même aux joies de la famille, pour se plier à une existence dangereuse, disciplinée, absorbante, fatigante, dans l'intérêt supérieur du pays.

Ouvriers, commerçants, paysans, fonctionnaires, mineurs, dockers, tous doivent songer à travailler avec abnégation, dans la discipline et dans l'union, pour que leur patrie redevienne grande et heureuse. Puissent ces résolutions s'inscrire dans leurs cœurs lorsque, émus par le spectacle de la fleur de la nation défilant devant eux, ils poussent le cri de « Vive l'armée ! »



7 JUILLET 45, 14 H. 15. LES MINISTRES VIENNENT DE QUITTER LA SALLE DU CONSEIL DE L'HOTEL MATIGNON OU, LA MATINEE DURANT, ILS ONT DELIBERE SUR LA FUTURE CONSTITUTION.

QUAND LE CONSEIL PRÉPARE LA IV^e RÉPUBLIQUE



Le général de Gaulle sort de l'hôtel Matignon après le conseil. Une nouvelle délibération est prévue pour le lundi 9 dans l'après-midi.



Sur les marches de l'hôtel Matignon, de g. à droite : MM. Joxe, secrétaire général du gouvernement ; René Mayer, ministre des Travaux publics et des Transports ; Paul Giacobbi, ministre des Colonies, et Jacquinot, ministre de la Marine.



M. Pineau, ministre du Ravitaillement, qui partira le lendemain en avion pour l'Amérique afin d'y négocier d'importants achats de viande.

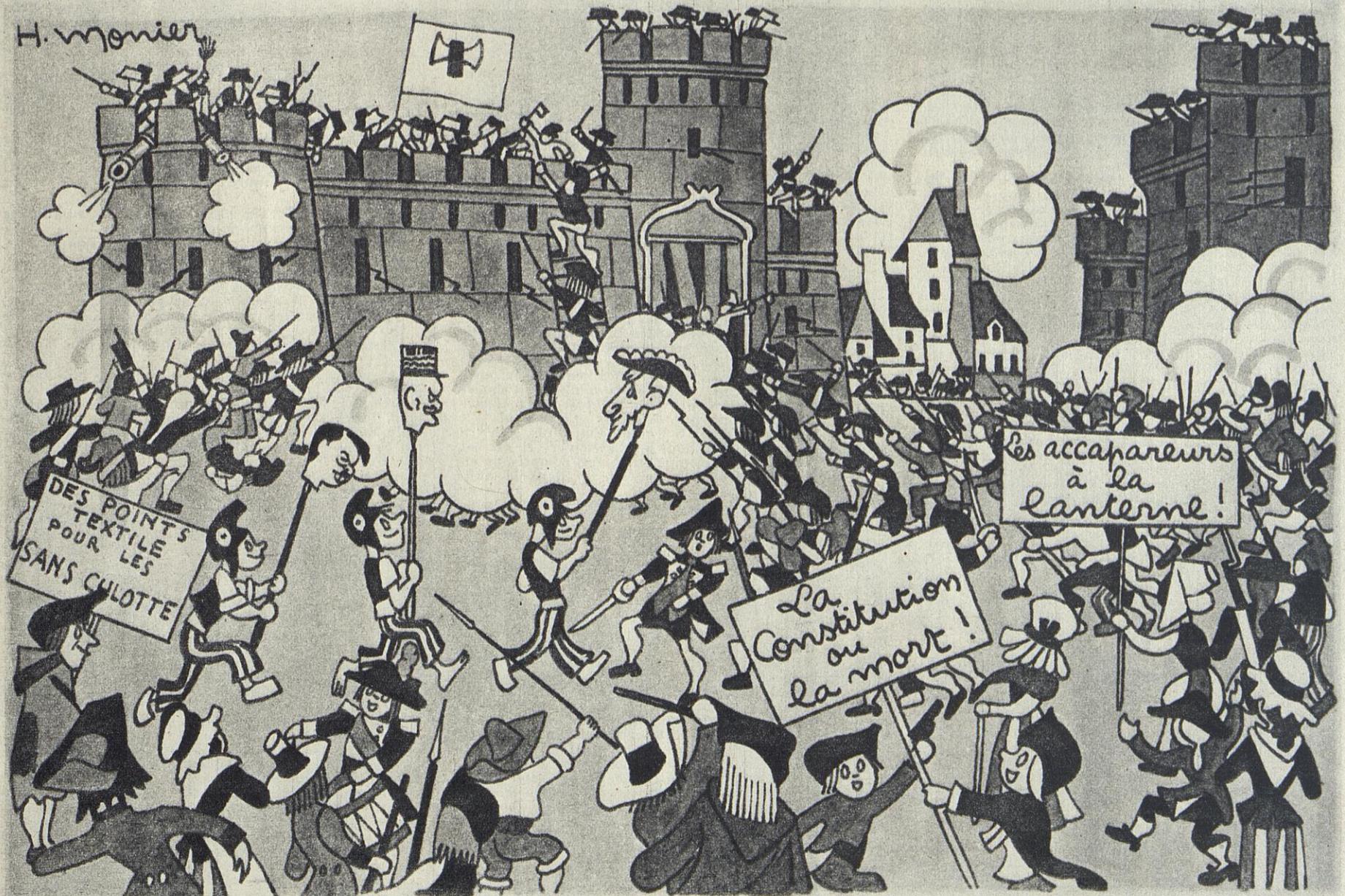




— FLUTE ! C'EST POUR GRAND-MÈRE...

Dessin d'EFFEL.

LES PROBLÈMES RÉPUBLICAINS DE L'HEURE... PAR LES HUMORISTES



RECONSTITUTION.

Dessin de MONIER





BERLIN, JUILLET 1945. DEVANT LA CELEBRE PORTE DE BRANDEBOURG, UNE FEMME-SOLDAT RUSSE REGLE LA CIRCULATION.

BERLIN

rendez-vous des Alliés

BERLIN, juillet 1945. Les zones d'occupation délimitées, les troupes alliées entrent dans la ville. La capitale du Reich prend un nouveau visage. Russes, Américains, Anglais, Français y symbolisent, par leur présence sous les armes, la victoire des Nations unies. Dans ce qui fut l'orgueilleuse capitale du Reich, la vie civile renaît lentement. A perte de vue, des ruines s'étalent encore immenses, chaotiques, que des équipes de femmes s'emploient à déblayer. On se montre les bâtiments où s'abritaient la bête hitlérienne aux cent masques : Chancellerie, Reichstag, ministère de l'Air... Le lit de Hitler, celui d'Eva Braun, la fameuse table sur laquelle le Führer abattait son poing menaçant sont devenus les curiosités d'un immense bric-à-brac que les soldats alliés contemplent en haussant les épaules, avec un sourire tranquille et méprisant.



UN CARREFOUR SYMBOLIQUE, CELUI DE LA BELLE-ALLIANCE...



EN CAMIONS PAVOISES, LES SOLDATS RUSSES VONT A LA RENCONTRE DES TROUPES ALLIEES.



LE GENERAL AMERICAIN BRADLEY VISITE LES RUINES DU REICHSTAG AVEC SON ETAT-MAJOR.

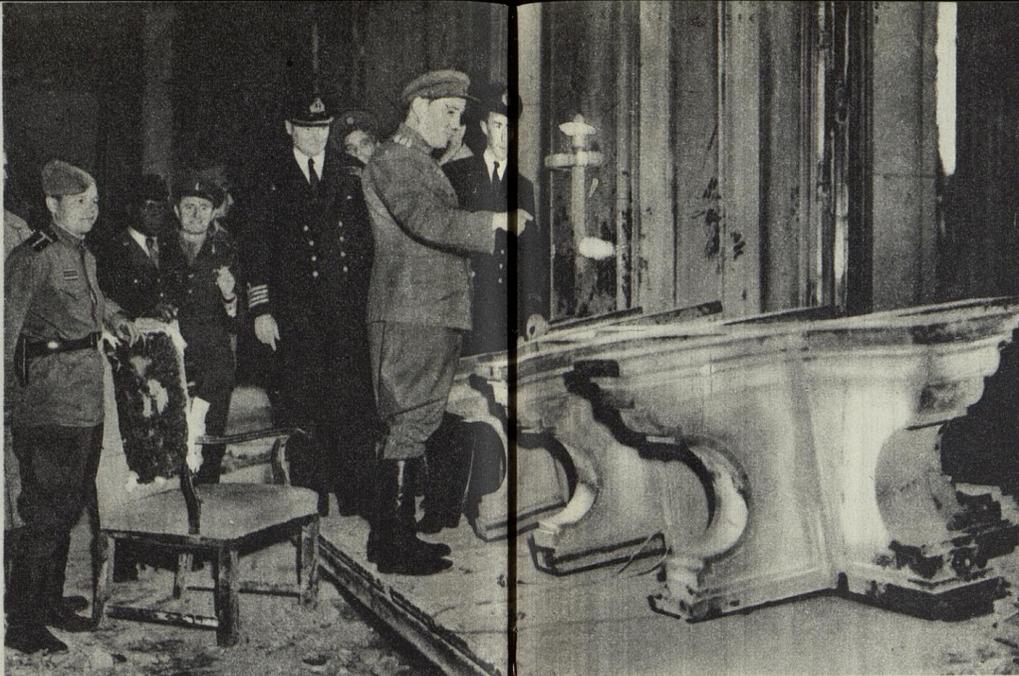




BERLIN (fin)

LA CAPITALE ALLEMANDE NE SORT QUE LENTEMENT DU CHAOS DANS LEQUEL L'A ENSEVELIE SON INEXORABLE DEFAITE...

AU MILIEU DES RUINES DU BERLIN D'AUJOURD'HUI...



SUR CETTE GRANDE TABLE DE MARBRE A MOITIE BRISEE, ADOLF HITLER ENTENDAIT DICTER, A COUPS DE POING, SA VOLONTE AU MONDE.



LES FEMMES BERLINOISES ONT DU PRENDRE LA PELLE ET LA BECHE POUR DEBLAYER CE QUI FUT LEURS MAISONS, LEURS RUES, LEURS PLACES...

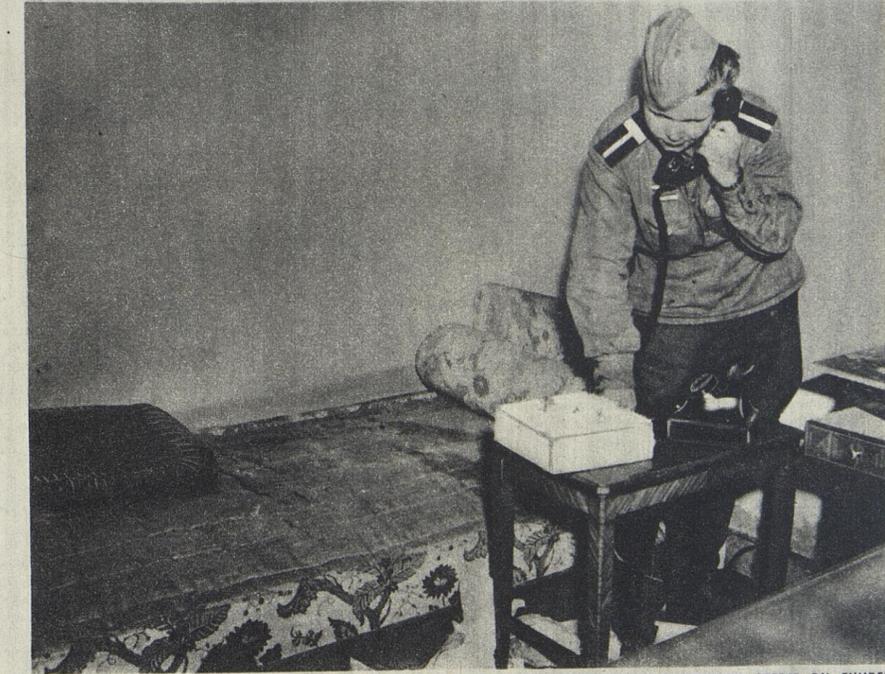


FURIEUSE D'AVOIR ETE REQUISITIONNEE, UNE FEMME ALLEMANDE (SUR LE CAMION) TIRE LA LANGUE A NOTRE PHOTOGRAPHE.

...DES SYMBOLES DU NAZISME GISENT, LAMENTABLES...



A LA CHANCELLERIE, CES DEUX SOLDATS DE L'ARMEE SOVIETIQUE ONT DECOUVERT, DANS UNE PIECE, LE LIT D'ADOLF HITLER



ENCORE UNE TROUVAILLE DANS LA CHANCELLERIE : LE LIT D'EVA BRAUN, QUI FUT LA DERNIERE EGERIE DU FUHRER (REPORTAGE MARCEL ARTHAUD ET KEYSTONE.)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ITALIE

De notre envoyé spécial **F. CARON**

La situation économique et financière de l'Italie n'est pas brillante. Il serait d'ailleurs étonnant qu'il en fût autrement dans ce pays pauvre qui a participé pendant plusieurs années à une guerre ruineuse et l'a perdue. Son territoire a, en outre, constitué un important théâtre d'opérations et les Alliés lui ont imposé à la suite de sa défaite de lourdes charges.

La situation économique est difficile

L'industrie italienne sort de la guerre avec un appareil industriel très diminué, un manque considérable de matières premières et de combustible, et un certain désordre dans la production.

De nombreuses machines ont été emportées par les Allemands. D'autre part, l'outillage, comme en France, apparaît assez diminué. Enfin, la guerre a causé de nombreuses destructions. On évalue à 1.000 milliards de lires ces dommages pour la seule Italie du Sud et du Centre, auxquels il faut ajouter la valeur de 20 % d'outillage perdu en Italie du Nord.

Le manque de matières premières et de combustible se fait sentir d'une manière aiguë. L'Italie a toujours été tributaire de l'étranger pour les matières premières, notamment pour le fer, l'acier, le coton, le caoutchouc et les lubrifiants. Le problème de l'énergie a toujours été vital pour elle et, malgré que le fascisme ait tenté un gros effort pour la mise en œuvre des ressources hydro-électriques, l'Italie a encore besoin chaque année de 12 à 14 millions de tonnes de charbon. Elle dépend ainsi pour plus des 9/10 de l'étranger dans ce domaine. Le résultat est, par exemple, que les usines Fiat, à Turin, ne tournent qu'à 20 % de leur capacité. Enfin, dans de nombreuses usines et surtout dans le nord, des comités de libération d'usines ouvriers se sont emparés des leviers de commande. Cette situation a créé quelques inquiétudes et du malaise chez les chefs d'entreprises, tandis que le gouvernement n'a pas eu la force, jusqu'à présent, de réprimer les désordres là où ils se sont produits.

Les moyens de transport présentent également un problème inquiétant. Les chemins de fer et les parcs automobiles sont réduits des 2/3 par rapport à 1939, malgré la cession récente de 3.560 camions par les Alliés. Le réseau routier est gravement endommagé.

La flotte marchande, enfin, est réduite d'un tiers. Et encore, l'Italie ne peut utiliser que 1/10 de la flotte de 1939, le reste ayant été soit détruit, soit affecté au « pool » interallié.

A cette pénurie de moyens s'ajoute la sous-alimentation. La production agricole est nettement insuffisante pour couvrir les besoins de la population italienne. On estime qu'il manquera 20 millions de quintaux de blé pour faire la soudure. Le bétail est notablement diminué par suite des prélèvements allemands et du manque de nourriture pour les animaux. Il en résulte que la mortalité par tuberculose a augmenté de 122 % par rapport à l'avant-guerre.

Rien d'étonnant, par conséquent, dans ces conditions, à ce que les prix soient en hausse croissante. Cette hausse a été beaucoup plus forte en Italie du Sud par suite, d'une part, de la pauvreté du pays et, d'autre part, de la longueur de l'occupation alliée. Le rétablissement des communications entre l'Italie du Sud et l'Italie du Nord permettra peu à peu un nivellement des prix qui sont actuellement dans le rapport du simple au double. Il est probable que leur niveau s'établira à un stade moyen.

Les pouvoirs publics ne contrôlent pas les prix comme en France. Ils sont discutés entre représentants des ministères, des chambres de commerce, des syndicats, des producteurs et les consommateurs. Cependant, l'application des décisions reste à la diligence des commerçants. C'est ce qui explique les différences considérables qui existent d'une ville à l'autre, voire même d'une rue à l'autre dans la même ville. De façon générale, ces prix sont très élevés. Il a donc fallu réajuster les salaires et ceux-ci, dans l'ensemble, ont été plus que doublés. Mais cette augmentation a été moins forte que celle des prix. Il faut donc avant tout que la production s'accroisse et le

dernier mot en cette matière appartient aux Alliés, détenteurs des matières premières et des sources d'énergie.

La situation financière est critique

La situation financière est critique en raison des énormes dépenses faites par l'Italie depuis six ans. Ceci se manifeste par le déséquilibre budgétaire actuel — le mot déséquilibre étant un euphémisme tant il y a peu de rapport entre les recettes et les dépenses. Quelques chiffres montreront l'évolution de ce déséquilibre et du gonflement de la dette publique qui en résulte.

En août 1944, M. Bartolini, ministre des Finances du gouvernement Badoglio, déclarait, ne parlant que de l'Italie alors libérée, que le déficit budgétaire était de 320 milliards de lires, la dette publique de 406 milliards (dont 169 de dettes flottantes), les annuités diverses dues de 100 milliards, la circulation monétaire d'environ 97 milliards de lires.

En décembre 1944, M. Soleri, ministre du Trésor du deuxième gouvernement Bonomi, exposait qu'en ce qui concerne les trente-six provinces italiennes libérées la situation était la suivante :

— L'exercice financier du 1^{er} juillet 1944 au 30 juin 1945 se présentait avec 13 milliards de recettes escomptées et 60 milliards de dépenses.

— La dette était d'environ 600 milliards et comportait une charge d'intérêts de 17 milliards.

— La circulation monétaire s'inscrivait aux environs de 320 milliards.

A l'heure actuelle, pour l'ensemble du pays, la dette publique est de 850 milliards, dont 250 milliards de dettes consolidées et 600 milliards de dettes flottantes et la circulation monétaire atteint 360 milliards de lires. La dette a donc plus que triplé depuis juin 1939 et la circulation monétaire s'est multipliée par 17.

A cet égard, il est intéressant de noter que les dépenses du gouvernement néo-fasciste se sont élevées, du 10 septembre 1943 au mois d'avril 1945, à 360 milliards de lires dont 189 versés aux Allemands comme indemnités d'occupation et pour remboursement des frais de guerre. Il faut enfin tenir compte des charges financières de l'armistice accordé par les Alliés en septembre 1943, mais qui n'ont pas encore été publiées. D'après des renseignements de bonne source, ces charges seraient les suivantes :

— Réquisitions faites par les troupes alliées.

— Fournitures, prestations et travaux commandés par les Alliés.

— Réparations et travaux effectués dans les chantiers et arsenaux italiens pour le compte des Alliés et sur leur ordre.

— Liens d'occupation émises par les Alliés pour le paiement de la solde des troupes, des réquisitions et des travaux. Au 31 mars 1945, M. Soleri estimait qu'il y avait en circulation 61 milliards 300 millions de lires d'occupation.

L'avenir de la lire, dans ces conditions, apparaît assez sombre.

Les milieux financiers italiens estiment qu'après l'assainissement financier indispensable, la lire devra être « ancrée » à un taux qui correspondra aux prix intérieurs italiens d'alors et aux prix internationaux. Ce n'est que plus tard, dans quatre ou cinq ans, qu'elle pourra être stabilisée définitivement. Le taux de stabilisation dépendra en grande partie de l'aide que lui consentira l'étranger. On estime de toutes façons que la lire devra être nettement dévaluée.

Le Gouvernement commence à agir...

Des mesures de redressement ont déjà été prises par le gouvernement italien avec ou sans l'appui des Alliés.

En octobre 1944, les Etats-Unis ont offert aux Italiens un crédit destiné à financer des achats indispensables de l'Italie aux Etats-Unis. Le montant de ce crédit devait être, au maximum, égal au montant des lires d'occupation émises par les Etats-Unis. Jusqu'ici, 100 millions de dollars ont été utilisés, soit 10 milliards de lires. Le gouvernement italien demande que toutes les lires d'occupation émises ou qui seront émises aient pour contrepartie des crédits corres-

pondants en devises appréciées, de même que toutes les dépenses faites ou qui seront faites par l'Italie pour le compte des Alliés.

Il ne semble pas que l'Angleterre ait jusqu'à présent donné son accord.

Enfin, les enfants et les mères d'Italie recevront à titre gratuit de l'U.N.R.R.A. 50 millions de dollars de marchandises destinées à lutter contre les épidémies ; ceci à condition que le gouvernement italien dépense de son côté une somme équivalente, soit 5 milliards de lires dans le même but.

Au point de vue fiscal, le gouvernement italien a tenté un effort sérieux. Le taux de certains impôts indirects et de consommation a été relevé ainsi que celui de certains impôts locaux et des taxes frappant les spectacles. Le taux des impôts sur les successions et donations a, d'autre part, été très relevé, compte tenu de la parenté et du montant de la matière taxable. Des mesures ont été prises pour accélérer, surveiller et faciliter le paiement des contributions directes. Des comités fiscaux élus dans chaque commune sont en voie de constitution qui sont chargés de tenir à jour la cote des contribuables et de renseigner les pouvoirs publics.

Un fonds de solidarité a été créé qui recueillera les dons et surtout la contribution obligatoire de tous les Italiens de plus de dix-huit ans, contribution extraordinaire sur le patrimoine, le produit de la taxe de luxe et des rentrées d'une grande loterie nationale. Le gouvernement estime obtenir, par ces divers moyens, environ 5 milliards de lires. Il étudie également un projet de loi qui attribuera à l'Etat le produit de tous les profits illicites et confisqués. Un autre projet étendra à l'agriculture les dispositions actuellement en vigueur sur les profits de guerre mais les difficultés d'application rendent hypothétique sa promulgation. Le ministre des Finances suit également de très près les mesures prises ou étudiées (tant en France qu'en Belgique) sur la réduction de la circulation, sur l'imposition du capital et de l'enrichissement ; il profitera certainement de l'expérience de ses voisins. Enfin, le gouvernement italien encourage par tous les moyens ses nationaux émigrés à envoyer leurs économies en Italie. A titre d'indication, ces envois ont atteint, de février 1941 à février 1945, un peu plus d'un milliard de lires pour les émigrés aux Etats-Unis, et 52 millions de lires pour ceux de Grande-Bretagne.

Réalisme et autorité...

Ainsi, au point de vue économique et financier, la situation de l'Italie apparaît difficile. Un effort considérable s'impose pour remettre en route l'appareil économique afin de satisfaire aux besoins essentiels de la population et, par la même occasion, fournir du travail aux masses ouvrières. On estime qu'à l'heure actuelle, dans l'Italie du Nord, sur 1.600.000 disponibles pour l'industrie, il y en a environ 900.000, soit 55 %, qui n'ont pas de travail. Ces chiffres apparaissent faibles, car on a, depuis, toute la main-d'œuvre occupée aux travaux extraordinaires. En fait, on peut considérer que 75 % de la main-d'œuvre dans le nord est sans travail. Dans le domaine financier, un grand effort d'assainissement est indispensable : compression maxima des dépenses, aménagement de la dette, etc...

De tout ceci ressort, en fin de compte, un problème d'autorité pour le gouvernement qui se voit acculé à prendre des mesures impopulaires : autorité dans le domaine de la production qui doit être poussée au maximum dans l'ordre sans tenir compte des réclamations démagogiques de certains partis, autorité au point de vue financier, car les dépenses de l'Etat, après les fastes ridicules du fascisme, doivent être entièrement révisées, autorité enfin sur l'ensemble du pays dont dépend pour le gouvernement la confiance alliée ; il ne faut, en effet, pas perdre de vue que c'est à condition seulement que le gouvernement italien adopte une attitude réaliste éloignée de toute exagération sociale et de toute réforme idéologique, que les Alliés, de qui dépend à peu près entièrement le redressement de l'Italie, lui accorderont leur appui. Cette nécessité s'imposera à tous les gouvernements italiens d'où qu'ils proviennent.



Mme Jeanne Schwarz (à gauche), directrice des classes de danse du Conservatoire et professeur des classes de l'Opéra-Comique, est une grande personnalité parisienne dans l'art de Terpsichore. Les quatre jeunes ballerines qu'on voit ici, dans son studio, sont ses quatre nièces qu'elle a conduites brillamment au succès : Juanina, Solange, Nelly et Jhanyne.

PARIS

métropole de la danse

PARIS redeviendra-t-il, comme après l'autre guerre mondiale, la Métropole de la danse ? Alors, à l'exemple de Serge de Diaghilew, qui réservait avec prédilection ses créations nouvelles à l'Opéra, au théâtre des Champs-Élysées ou à Sarah-Bernhardt, nul artiste, nulle Compagnie de ballets ne se croyaient consacrés s'ils n'avaient obtenu la confirmation de leurs succès par le public parisien. Aujourd'hui, la vogue, qui se prolonge, des Mercredis de Ballets à l'Opéra, l'affluence qui se presse à toutes les manifestations de danse affirment la présence à Paris d'un public curieux où la jeunesse domine. Paris est un centre chorégraphique considérable. Il est le siège de

l'Académie nationale, autrement dit des classes de danse de l'Opéra, où se maintient la tradition ancienne et illustre de l'école française et, aussi, le centre de nombreux studios privés. Après l'autre guerre, on avait vu s'y ouvrir maints studios dirigés par de grandes étoiles des théâtres impériaux russes, émigrées et devenues professeurs. Ces grands studios, auxquels l'art du ballet, au cours des années 1930-1940, doit tous les éléments jeunes qui se sont élevés auprès des vétérans du ballet russe, sont à présent quelque peu sur le déclin.

Le studio de Mme Egorova reste le plus important par le nombre des élèves et par la valeur de certains

d'entre eux, danseurs de grande réputation. Presque chaque matin, l'on voit prendre place à la barre, devant l'illustre artiste et professeur, pour les dix *pliés* et les dix *détirés* réglementaires, les Solange Schwarz, étoile de l'Opéra, Constantin Tcherkass, premier danseur et maître de ballet de l'Opéra-Comique, Lily Faës, étoile du Châtelet. Mme Egorova a fourni des danseuses à tous les grands théâtres et à toutes les grandes troupes du monde entier : au « Sadler's Wells » de Londres, au Ballet de Catherine Littlefield de Philadelphie, aux Compagnies de Monte-Carlo et du Cr de Basil... Son cours est toujours difficile et, seules, les professionnelles peuvent le supporter. Parmi



PARIS, MÉTROPOLE DE LA DANSE (suite)



10 HEURES DU MATIN CHEZ Mme EGOROVA, ANCIENNE GRANDE BALLERINE DES THEATRES IMPERIAUX RUSSES. LES PROFESSIONNELLES SONT AU TRAVAIL. C'EST UN COURS TRES DUR...

les élèves actuels, citons Janine Charrat, qui débuta dans la danse classique au temps du film *la Mort du Cygne*, avec Mia Slavenska et Yvette Chauviré ; Dèsta et Menen, les deux sœurs abyssines, le jeune Michel Pachoud, du Châtelet, d'une belle technique, un peu desservi par sa taille brève ; la petite Ethery Pagava, âgée de treize ou quatorze ans, précoce et déjà très sûre, dont on a plaisir à voir la gentillesse aussi bien que l'audace juvénile ; Gladys Lambert, qui semble

très douée, très musicale et qui, peut-être, réussira : élève des classes de danse du Conservatoire (que dirige Mme Jeanne Schwarz), elle suit à présent la classe de Boris Kniazeff.

Mme Préobrajenska appartient également à l'époque glorieuse du Ballet impérial de Saint-Petersbourg ; elle excellait dans les rôles de fraîcheur candide et primesautière ; l'élégance et l'infinie poésie de ses « ports de bras » restent légendaires. C'est au Studio

Wacker qu'elle donne son cours, dans cet immeuble que connaissent bien les amateurs de danse, véritable « usine à danser », où, d'étage en étage, dans le tumulte du travail, des pianos d'accompagnement, des cris et des appels des professeurs, s'enseignent la danse espagnole, les claquettes, l'acrobatie, la danse classique, les danses de salon... Son bar et son restaurant aux menus modestes sont le rendez-vous du Tout-Paris de la danse... C'est là que Mme Préobrajenska



DANS LE VESTIAIRE DU STUDIO DE Mme EGOROVA, AVANT LA LEÇON, UN JOYEUX BABIL..



UN DES BRILLANTS ESPOIRS DU COURS DE Mme EGOROVA : ETHERY PAGAVA, 13 ANS 1/2.

donne à quelques élèves son enseignement de haute qualité ; dernier reflet du grand style lyrique russe, qu'ont illustré devant nous les Pavlova, Olga Spessitseva... Ses dernières élèves ont été Mlles Baronova et Toumanova, dont l'apparition en 1932, lors de la création de la Compagnie des Ballets de Monte-Carlo (elles étaient âgées, alors, de quelque quinze ans), en fête des distributions, avait émerveillé le public et les connaisseurs... Mlle Stepanova, l'excellent Skibine sont également ses élèves. Elle a formé récemment Irène Skorik, qui suit maintenant les leçons de M. Gsovsky ; mais c'est à elle que cette jeune danseuse doit son beau style, sa distinction, son élégance. Elle est actuellement, dans le groupe des « jeunes », la figure dominante avec Mlle Tchérina. On remarque aussi au cours de Mme Préobrajenska un jeune garçon, Volodia, dont la formation s'achève rapidement : on le voit aussi à la classe de M. Volinine et parfois chez Boris Kniasseff.

Les élèves de Mme Kschéhinska et ceux de M. Alexandre Volinine ne sont pas, en majorité, des « professionnels ». La première leur donne sa vivacité d'expression, alerte et gaie ; le second a dirigé de ses leçons, récemment, le jeune Jean Babilée, élève également de l'Opéra, qu'il quitta en 1944 pour s'abriter dans quelque « maquis »... Il cherche à se faire une carrière indépendante, attendant sans doute le retour des grandes Compagnies internationales. Danseur d'élévation, léger, élégant, il est parfois un peu irrégulier, et son « style », ainsi, n'est pas entièrement fixé. Avec Boris Kniasseff, Alexandre Volinine demeure le plus grand professeur de Paris : à son cours on voit travailler l'excellente danseuse Ludmila Tchérina qui a appartenu cet hiver à la troupe du Théâtre d'Opéra et de Ballet de Monte-Carlo. Cette danseuse de haute valeur, élégante et fine, à l'équilibre, à la giration exemplaires, égale en prestige sa jeune camarade Irène Skorik. Elles représentent, d'ailleurs, chacune, un des deux visages de la danse, un des deux aspects de l'éternel féminin : l'une plus abstraite et l'autre plus concrète, l'une l'ange et l'autre la femme... renouvelant sous nos yeux l'opposition traditionnelle de Marie Sallé et de Camargo, de Taglioni et d'Elssler...

A côté de ces grands studios célèbres par les brillants artistes qu'ils ont fournis à la Danse au cours de la période de 1930 à 1940, il existe d'autres classes. Voici celle de Mme d'Alessandri : c'est probablement la dernière classe « à l'italienne ». Mme d'Alessandri est âgée de quatre-vingts ans : c'est l'école impitoyable ; la leçon dure deux heures ; si une élève s'évanouit, on la ranime, mais on ne s'interrompt pas pour autant. Celles qui résistent — et elles résistent toutes — sortent de là munies d'une école impertur-



Ces deux danseurs, Ludmila Tchérina et Edmond Audran, des Ballets de Monte-Carlo, viennent de clôturer de très élégante façon, à Pleyel, la saison parisienne de danse, saison qui aura été cette année particulièrement brillante.



DANS CE GRAND STUDIO PARISIEN, LE PROFESSEUR SE MELE AUX ELEVES POUR LES EXERCICES « AU MILIEU ».



VOLININE, EX-PARTENAIRE DE LA PAVLOVA, ENTRAINE ELINA LABOURDETTE.



PARIS, MÉTROPOLE DE LA DANSE (fin)

nable, pour les jambes du moins, car le tendre et éloquent lyrisme des « bras » est peu cultivé. Mme d'Alessandri a eu récemment comme élève Olga Abadache : technicienne très forte, elle mêle à son style classique des emprunts à l'acrobatie, aux souplesses de l'Orient. La remarquable danseuse Ludmila Tchérina a travaillé avec elle.

Boris Kniaseff est devenu, au cours des dernières années, un très grand professeur : sa réputation s'est élevée soudain avec les progrès accomplis sous sa direction par Mlle Chauviré de l'Opéra. Jusque là on le connaissait surtout comme danseur, dont le style classique avait des échappées d'athlète ; comme maître de ballet, il avait réglé à diverses reprises des spectacles souvent éphémères : l'exiguïté des moyens dont il disposait rendait plus éclatants les passages les plus réussis de ses compositions. Par ses leçons, Mlle Chauviré a acquis l'autorité, le rayonnement ; elle a pris conscience de la forme originale de son talent : elle interprète maintenant *Giselle* avec une plénitude d'expression digne de ses grands modèles. Une autre ballerine très brillante sur laquelle ses directives ont eu une grande influence est Mlle Darsouval : il l'a aidée à affirmer son brio parfois un peu abrupt et à transformer son interprétation de *Giselle*, qu'elle danse maintenant avec une sorte de perfection. A ses élèves, il enseigne le style classique le plus pur, avec toute la noblesse et l'élégance de la grande manière ; par l'exacte mise en place de tous les éléments du mouvement, il leur donne, dans l'exécution des figures de haute virtuosité, l'ampleur et la sécurité. Kniaseff avait eu pour élèves, de façon intermittente, quelques-uns des danseurs les plus brillants de notre époque : les Lichine, Shabelevsky, Mlles Blinova, Leslie... ; Youli Algaroff, actuellement premier danseur au Grand Théâtre de Lyon, Volodia, Igor Fosca qu'il vient de révéler, Vladimir Skouratoff, le jeune et très beau partenaire de Janine Charrat à son dernier récital, Sabine Leblanc, les sœurs Maurice, Jean Bernard, Roland Petit, Roger Fenonjois ont travaillé avec lui ; presque chaque jour, on voit à son cours Solange Schwarz, Renée Jeanmaire, Ana Nevada et deux jeunes ballerines de l'Opéra, Madeleine Lafon et Lucette Lauvray.

M. Gsovsky fut longtemps l'unique maître classique de Berlin ; fixé en France depuis plusieurs années, il compte nombre d'élèves fort intéressants. Plus que le rudiment, c'est le *style* qu'il enseigne. Il aide ses élèves à quitter leur aspect d'*élèves*, il les aide à devenir *interprètes*. Il a ouvert un cours de « caractère » et un cours d'adage. Parmi ses élèves les plus intéressants, mentionnons Jean Babilée, le couple très brillant Colette Marchand-Serge Perrault, tous deux de l'Opéra, ainsi que Mlle Géraudez.

Sergé Peretti, premier danseur de l'Opéra, artiste éminent, a reçu à l'Opéra la direction de la classe des Hommes : il a ouvert un cours dont les meilleurs



CHEZ Mme D'ALESSANDRI, LA LEÇON DURE DEUX HEURES ET C'EST PROBABLEMENT LA DERNIÈRE CLASSE A « L'ITALIENNE ».

élèves sont MM. Michel Renaud et Barichnikoff, tous deux de l'Opéra, à qui il enseigne son beau style, net, « propre », parfaitement *tendu*.

La classe de danse du Conservatoire, présentée par Mlle Jeanne Schwarz — également professeur des classes de l'Opéra-Comique — vient de passer son concours annuel : les variations d'examen, assez difficiles, ont mis en évidence Mlle Sabine Leblanc pour sa belle technique, sa batterie nette, sa giration ; Ré-

gine Ohanessian la plus musicale ; nous avons remarqué également Mlle Grimoin dont l'exécution nous avait paru d'une vraie ballerine.

Enfin, les élèves de danse de l'Opéra sont toujours placées sous la haute direction de Mlle Zambelli. Cette grande école a formé, au cours des récentes années une brillante série d'artistes véritables : les Camille Bos, Suzanne Lorcia, Lucienne Lamballe, Jacqueline Simoni, Marie-Louise Didion, Cérés, Bonnet, et le groupe de ses étoiles actuelles. Le dernier examen de la Danse, passé en décembre 1944, a fixé le classement actuel des « artistes » et du corps de ballet. Beaucoup de ces ballerines cherchent à compléter, auprès d'autres maîtres, leur enseignement officiel. Si, parfois, dans l'atmosphère illustre de cette glorieuse maison, elles se sentent gagnées par un conformisme administratif, par contre, dès qu'elles touchent la barre d'un studio de l'extérieur, elles sentent s'éveiller en elles une ardeur, un esprit de compétition qui les entraînent à se dépasser. L'exemple de M. Serge Lifar, son prestige de danseur, l'ardeur d'enthousiasme qu'il répandait autour de lui, les formes qu'il a introduites — greffe du style diaghilévien sur les formes anciennes de l'Académie — ont eu une grande action.

Le dernier classement avait mis en singulière évidence deux artistes : Mlles Lauvray (grand sujet) et Lafon (petit sujet) qui ont apporté à l'exécution de la variation de concours une manière plus souple, plus facile et, en même temps, très précise et très nette. Le classement qui sanctionna l'épreuve peut n'être en accord complet avec le jugement de l'amateur : mais cet examen avait manifesté un nombre élevé de sujets excellents, un état d'entraînement remarquable de la troupe, une forte proportion d'artistes en possession d'une belle virtuosité. Sans prétendre à fixer un palmarès, mentionnons, avec les deux déjà cités, quelques noms marquants : Mlles Krempf, Géraudez, Sianina, Lelièvre, Bourgeois, Moreau, Parent, Million, Marchand, Jarnac... ; ceux aussi de MM. Renaud, Seillier, Barichnikoff, Perrault. Il appartient à leurs maîtres de mettre pleinement en valeur ces artistes remarquables pour rendre au ballet de l'Opéra tout son prestige.



Chez Boris Kniaseff (à gauche). Le prestigieux professeur à la réputation internationale conduit l'étoile Yvette Chauviré, de l'Opéra. Au second plan, des danseurs déjà célèbres : Youli Algaroff, Volodia, Teddy Rodolphe et Kedroff.

Pierre MICHAUT.

Reportage photographique de LIDO.

LES GRANDES ENQUÊTES DU "MONDE ILLUSTRÉ"

LE RAVITAILLEMENT DE LA FRANCE

élément essentiel de son relèvement

A une heure où toutes les énergies de la nation doivent être résolument tournées vers la réalisation de grands programmes tels que la reconstruction et la remise en marche de notre industrie si cruellement frappée, il est certain que notre ravitaillement est une des principales préoccupations du gouvernement. De lui dépend, en effet, pour une bonne part, la réussite rapide de tous ses projets.

Car si l'avenir réclame de tous un effort intense et soutenu, comment les Français — spécialement les ouvriers déprimés par cinq longues années de privations — pourraient-ils le fournir s'ils en sont physiquement incapables ?

LES EFFETS DES RESTRICTIONS

Nous constatons, depuis que la crise du ravitaillement est devenue très grave, une tendance des habitants des villes — surtout des travailleurs — à abandonner le travail pendant deux ou trois journées consécutives et cela une fois par quinzaine pour aller, dans des régions favorisées, pourvoir à la subsistance de toute leur famille pour le reste du mois.

C'est là ce qu'un communiqué récent de la Production industrielle vient de baptiser « absentéisme ». Savoureux euphémisme qui couvre un dangereux relâchement du travail atteignant jusqu'à 25 % dans les mines du Nord !...

Et puis, l'insuffisance du ravitaillement n'a pas que des effets immédiats sur la reprise de notre industrie. On parle beaucoup de la dénatalité. Elle pose un problème dont nous mesurerons l'ampleur dans quelques années. Il faut bien le dire, si le chiffre des naissances est actuellement en si forte régression, c'est qu'à côté de toutes les difficultés que rencontrent les nouveaux ménages — spécialement pour trouver un appartement et aménager un foyer — il y a, chez les jeunes femmes, cette crainte d'avoir un bébé qui serait insuffisamment nourri.

Combien en voit-on, dans les villes, de ces enfants rachitiques, débiles, tuberculeux, dont toute la vie sera handicapée par un mauvais départ ? Pauvres hébés sevrés de bonne heure — la maman est vraiment trop faible ! — soumis aux divers changements de lait et privés plus tard, dans les années de première croissance, de toutes les substantielles nourritures qui leur sont indispensables : beurre, riz, chocolat, fruits exotiques et sucreries.

LES PRÉLÈVEMENTS ALLEMANDS

Il faut faire le point de ce que nous consommions autrefois et de ce qui nous est attribué aujourd'hui pour mesurer complètement à quel point quatre années de guerre nous ont appauvris. Quatre années sans relations, ou presque, avec nos colonies et l'étranger, quatre années pendant lesquelles nous dûmes vivre sur nos seules ressources, tandis que l'occupant prélevait chez nous tout ce qu'il pouvait.

La liste qui nous fut communiquée sur ces prélèvements allemands est officielle. Mais que sont des chiffres de prélèvement officiel en regard des

quantités fabuleuses de denrées razzées et amenées dans le Reich après des marchés privés plus ou moins clandestins ? Malgré cette lacune incontestable, la statistique est édifiante :

Blé	2.365.000 tonnes	Sucre	72.000 tonnes
Viande	806.000 —	Légumes secs	52.700 —
(51 % de la consommation française.)		Légumes et fruits frais	575.000 —
Beurre	75.900 —	Vin	7.646.500 hectol.
Margarine	46.800 —		

Pour les nazis, installés en France en vainqueurs, il fallait avant tout que leurs compatriotes puissent manger normalement ; il fallait surtout constituer ces immenses réserves de vivres que les armées alliées ont trouvées un peu partout, dans leur avance victorieuse au cœur de la Grande Allemagne.

Qu'importait alors que des Français mourussent de faim ?

Là encore, il faut aligner des chiffres. Voici les quantités moyennes de denrées distribuées, en France, en 1944, comparées aux attributions anglaises et allemandes et... à notre consommation de 1938 :

DENREES	FRANCE		ALLEMAGNE	ANGLETERRE
	1938	1944	1944	1944
Blé	242 kg.	126 kg.	114 kg.	non rationné
Viande	43 kg. 700	7 kg. 600	13 kg.	30 kg.
Matières grasses	13 kg. 320	2 kg. 180	11 kg. 400	11 kg. 800
Sucre	23 kg.	6 kg.	11 kg. 700	11 kg. 700
Pommes de terre	414 kg.	34 kg. 500	non rationnées	non rationnées
Légumes secs	6 kg. 930	1 kg. 500	répartition variable	8 kg.
Vin	146 litres	34 l. à Paris	?	?
Confitures	?	3 kg.	5 kg. 900 non compris les conserves	9 kg.
Fromage gras	5 kg. 620	1 kg. 060	3 kg.	3 kg. 700

En dehors de ces renseignements comparatifs, disons que le Parisien moyen a touché 7 œufs et... 2 kg. 500 de sel !

Pour la viande, le Français en consommait, en moyenne, 840 grammes par semaine, soit, par an, 43 kg. 700 qui se répartissaient ainsi : 24 kg. 500 de bœuf et veau, 3 kg. 300 de mouton, 13 kg. 500 de porc et 2 kg. 400 de divers (cheval, âne, etc.). Cela représentait, y compris l'abatage familial, une consommation globale moyenne de 1.722.000 tonnes, l'excédent des importations sur l'exportation étant en moyenne de 17.600 tonnes. En contraste, voici les chiffres des années 1939 à 1943 :

ANNEE	PRODUCTION (en tonnes)	ABATTAGE FAMILIAL (en tonnes)	IMPORTATIONS (en tonnes)	EXPORTATIONS (en tonnes)	CONSOMMATION (en tonnes)
1939	1.327.300	222.100	23.790	1.390	1.571.800
1940	996.284	250.000	168.000	5.320	1.415.184
1941	796.400	250.000	27.410	2.170	1.071.640
1942	745.091	250.000	6.220	70.610	930.691
1943	712.524	250.000	1.590	210.859	756.355

Mêmes variations en ce qui concerne les matières grasses. Les 13 kg. 320 que nous consommions en 1938 représentaient un total de 933.000 tonnes.

Aujourd'hui, privés des 350.000 tonnes d'importation, nous en sommes réduits à notre production de beurre, soit 116.000 tonnes en 1942, 127.000 en 1943 et 45.000 pendant le premier semestre

de 1944 (contre 180.000 en 1938). Nous compléterons cette étude comparative en donnant les chiffres moyens des autres aliments de base pour les années d'abondance et les années de restrictions.

LA SITUATION

AU LENDEMAIN DE LA LIBÉRATION

On comprend facilement qu'après quatre années d'autarcie forcée et de pillages allemands, l'heure tant attendue de la libération ait trouvé la France dans un triste état. La situation était particulière-

ment grave pour les matières grasses et pour la viande.

Privés des importations coloniales d'huile d'olive et d'arachide qui renaissent pour une très large part dans la consommation des matières grasses, nous dûmes nous rabattre sur la production théorique de 115.000 tonnes de beurre.

Au prix de lourdes restrictions, nous avions réservé, de 1940 à 1944, un volant annuel de 4.000 tonnes, précieuses réserves qui permettaient la soudure difficile des mois de février, mars et avril. Malheureusement pour nous, le débarquement allié et les campagnes de juin-juillet 1944

ne permirent pas aux paysans normands de rentrer leurs fourrages d'ailleurs fort maigres par suite d'un automne 1943 très pluvieux. De plus, au cours

DES ANNÉES D'ABONDANCE AUX ANNÉES DE RESTRICTION

	AVANT-GUERRE		GUERRE	
Blé	1937 ..	69.296.000 quintaux production 12.000.000 — importation	1944 ..	64.590.000 quintaux.
Café	1939 ..	164.064 tonnes importation.	1943 ..	7.887 tonnes.
Fromage ..	1938 ..	200.000 tonnes production. 25.000 excédent importation sur ex- portation.	1 ^{er} semestre 1944 ..	17.400 tonnes.
Lait	1938 ..	72.000.000 hectolitres. Pour Paris : 1.300.000 litres par jour.	1944 ..	35.000.000 hectolitres. Pour Paris : 400.000 litres par jour en 1945. 27.000 à la Libération.
Œufs	1938 ..	6.200.200.000 production. 3.600.000.000 commercialisés.	1944 ..	726.000.000 impositions. 320.000.000 réalisations.
Poisson	1938 ..	350.000 tonnes.	Sept. 1944 à fév. 1945 ..	13.475 tonnes.
Pommes de terre	1938 ..	178.145.287 quintaux. 414.000 quintaux excédent importa- tion sur exportation.	1944 ..	69.706.290 quintaux.
Sucre	1939 .. 1940 ..	1.052.396 tonnes production. 144.566 tonnes importation.	1943-44	550.800 tonnes production. 12.372 tonnes importation.
Vin	1938 ..	60.432.402 hectolitres.	1944 ..	41.391.000 hectolitres.

des opérations militaires, 10.000 exploitations agricoles furent détruites entre Avranches et Lisieux, tandis que les Allemands tenaient toujours d'autres régions productrices telles que la Rochelle et Rochefort.

Pour ces multiples raisons, lorsque le général de Gaulle nomma son premier ministre métropolitain du Ravitaillement, le stock de beurre (seule matière grasse qui nous restait) était pratiquement nul.

Quant aux réserves de viande (la grande majorité des frigos est dans la région parisienne), elles s'avèrent également dérisoires. De 6.180 tonnes le 1^{er} septembre 1944, elles descendirent jusqu'à 106 tonnes le 21 février 1945 à la suite de distributions assez fortes en novembre et décembre et d'arrivages très défectueux en janvier.

LA TACHE DU MINISTRE DU RAVITAILLEMENT

C'est avec ce lourd handicap que le ministère du Ravitaillement prit le départ. Il n'est pas dans nos intentions de louer sans réserves un ministère dont la lourdeur administrative n'a pas permis, assez souvent, de prendre les initiatives hardies qui auraient pu redresser partiellement une situation désastreuse. Nous devons reconnaître, néanmoins, qu'il fut aux prises avec les pires difficultés : transports désorganisés, priorités militaires, gares de triage bombardées, un parc ferroviaire qui ne comportait que 22 % de nos locomotives et 37 % de nos wagons, tandis qu'une grande majorité des 180.000 camions qui nous restaient se trouvaient immobilisés faute de pneus.

Çevauchant sur toutes ces difficultés et plus florissant que jamais, un marché noir qui faussait toutes les statistiques, désorganisait tous les prix et incitait les paysans à continuer, pour le recensement réel de nos ressources, un truquage commencé par patriotisme, mais continué par intérêt.

C'est surtout sur la viande et le beurre que le marché noir est le plus prospère. Et c'est en cela qu'il est le plus néfaste. Les vaches abattues clandestinement sont, neuf fois sur dix, des bêtes pleines ou trop jeunes et la poursuite de ces abatages compromet l'avenir beaucoup plus gravement que les délinquants ne peuvent l'imaginer.

Cela, M. Pineau l'a compris. Dès son installation au ministère, il a entrepris une lutte à outrance contre le marché noir.

Il y a, d'ailleurs, à cette lutte une raison de climat moral. Le ministre l'a reconnu très loyalement : « Même si le marché noir était complètement jugulé, cela n'augmenterait pas la ration de chaque consommateur pour le moment. »

En sauvegardant l'avenir, le ministre veut surtout tuer cette injustice flagrante qui fait qu'une minorité infime de favorisés continue à se gaver au détriment de tous, achetant les denrées à n'importe quel prix et rendant ainsi toute transaction honnête impossible. Quel est, en effet, l'agriculteur qui pourra résister à une offre plus intéressante que celle du marché officiel ? Il prétendra qu'il lui faut beaucoup d'argent pour acheter, à la ville, les produits manufacturés dont il a besoin, mais c'est là que nous tournons indéfiniment autour du cercle car l'ouvrier ne produira pour le paysan que dans la mesure où il sera bien nourri, et l'objet qui sortira de ses mains sera d'autant moins cher qu'il pourra acheter ses denrées à un prix raisonnable.

La lutte active contre le marché noir a aussi une raison internationale. Il est indéniable que les Alliés ne seront disposés à faire un effort sérieux pour notre ravitaillement que si nous essayons de mettre un peu d'ordre dans nos affaires.

LA NÉCESSITÉ DES IMPORTATIONS

Actuellement, il nous est impossible de vivre sans le secours des importations. Tous les pays d'Europe en sont là. Malheureusement, nous sommes encore les plus défavorisés si l'on compare le taux des rations pour le mois de juin 1945.

RATIONS HEBDOMADAIRES	GRANDE- BRETAGNE	BELGIQUE	ALLEMAGNE (Berlin)	FRANCE
Pain	non rationné	2 kg. 800	2 kg. 100 + 210 gr. d'orge	2 kg. 450
Matières grasses	390 gr. + 120 gr. de bacon	250 gr.	49 gr.	125 gr.
Viande	La ration égale deux repas copieux	250 gr.	140 gr.	90 gr.
Pommes de terre	non rationnées	non rationnées	2 kg. 800	1 kg.

Pour un Français, ces rations ont un équivalent calorifique nettement insuffisant : 1.141 calories quotidiennes en 1943, 1.181 en 1944 et 1.421 les six premiers mois de 1945. A titre indicatif, il

faut un minimum de 3.000 calories pour un homme qui travaille normalement.

Voilà pourquoi les importations sont une nécessité des plus impérieuses et surtout des plus urgentes. Un plan avait été prévu qui n'a été que très partiellement réalisé. En ce qui concerne l'arrêt ou le retard des allocations américaines et britanniques prévues dans le programme, nous n'y sommes pour rien. Quant à notre trafic avec nos colonies, il est considérablement ralenti par notre manque de tonnage.

Voici les chiffres d'importations civiles effectuées depuis la libération jusqu'au 1^{er} mars 1945 :

DENREES	TONNAGE (en tonnes)	PROVENANCE
Huile d'olive	22.000	Colonies.
Huile d'arachide ..	17.000	—
Saindoux	26.186	U.S.A.
Café	14.778	Colonies
Fruits secs	3.075	—
Riz	1.210	—
Riz	3.146	U.S.A.
Légumes secs	4.475	—
Poissons	1.899	Colonies
Poissons salés ..	3.325	U.S.A. et G.-B.
Allocations prévues pour la viande : 30.000 tonnes (non réalisées).		
Total des importations civiles : 121.806 tonnes. militaires : 310.296. —		
Arrivages prévus pour mai et juin :		
civils : 232.974 tonnes. militaires : 84.228 —		
(Les importations civiles prévues n'ont été réalisées que dans une très faible mesure.)		

Comme on le voit, à l'heure actuelle, le chiffre global des importations est loin de nous donner entière satisfaction. Certes, les difficultés sont nombreuses.

La conférence internationale du ravitaillement qui s'est tenue à Londres en juin dernier a fait ressortir un déficit mondial de 1.500.000 tonnes de sucre, 2.500.000 tonnes de viande et 240.000 tonnes de lait condensé.

Quoi qu'il en soit, nous sommes persuadés qu'un effort plus grand peut être fait de la part de nos alliés, maintenant que la guerre contre l'Allemagne est terminée.

La France ne doit pas demeurer un des pays les plus sous-alimentés de l'Europe.

Souhaitons donc que le ministre du Ravitaillement aboutisse dans ses efforts et qu'après avoir créé le climat normal indispensable à la reprise d'un ravitaillement intérieur normal par une lutte efficace contre le marché noir immoral il obtienne des résultats tangibles pour l'importation de toutes

les denrées que, pendant longtemps encore, nous ne pourrions produire en quantités suffisantes.

D.-F. GRANIER.



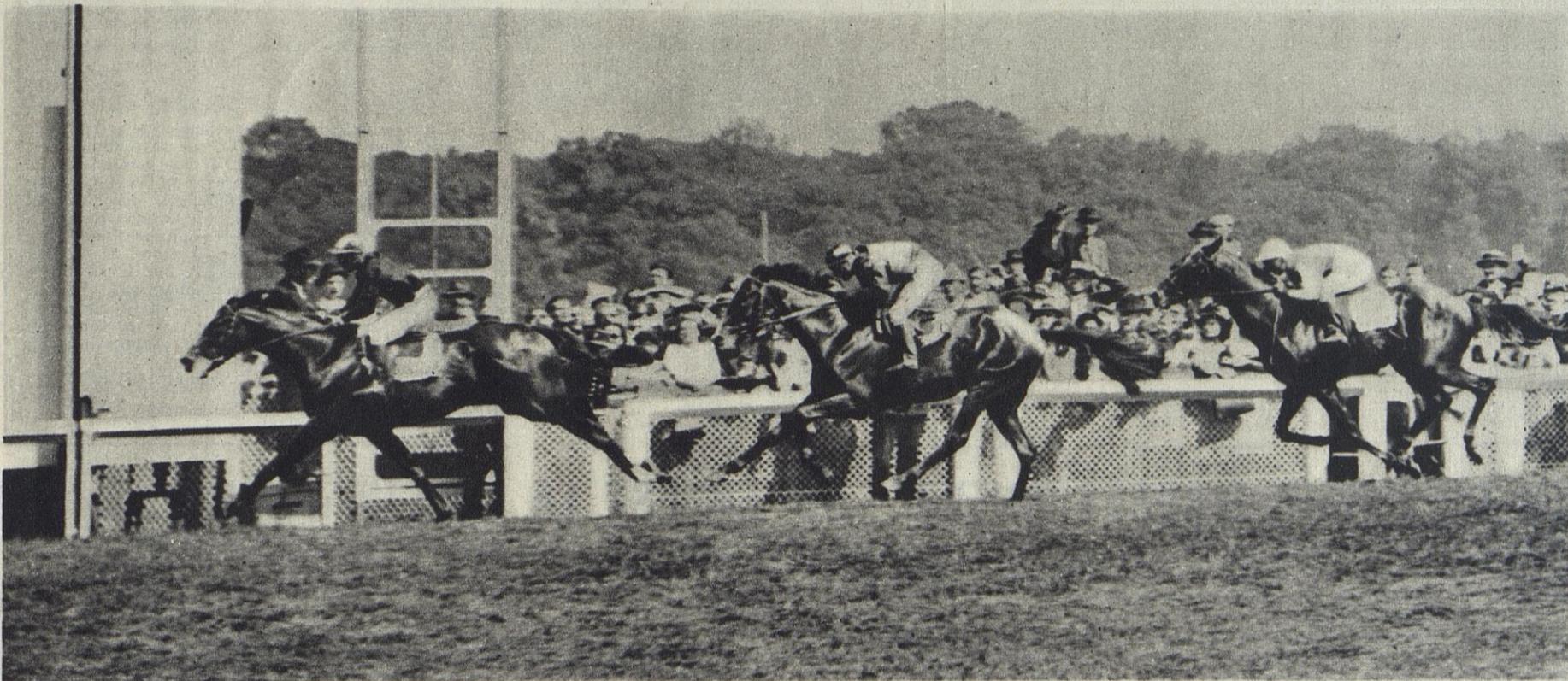
Avant le départ du Grand Prix, M. Boussac s'entretient avec ses jockeys.

AU GRAND PRIX DE PARIS TOUS LES RECORDS FURENT BATTUS

...record des entrées et record du montant des paris

C'EST au milieu d'une affluence considérable que s'est disputé le Grand Prix de Paris 1945 où un double record a été enregistré, celui des entrées à Longchamp et celui du Mutuel. Le triomphe de la populaire casaque de M. Boussac a été accueilli avec d'autant plus d'enthousiasme que l'immense majorité des spectateurs avait, avec juste raison, accordé sa confiance aux valeureux champions de la grande écurie française. Trois chevaux représentaient cette dernière : Coaraze, le vainqueur du Prix du Jockey Club, Caracalla, le magnifique stayer qui avait magistralement remporté les deux seules courses qu'il avait disputées, toutes deux sur de longues distances, et Faliero, excellent cheval de jeu, qui a rempli sa mission avec la même honnêteté dont il avait fait preuve quinze jours plus tôt dans le Derby. M. Boussac ne pouvait évidemment espérer voir ses trois chevaux se classer respectivement premier, deuxième et troisième — prouesse que réussit en 1903 M. Edmond Blanc avec ses trois cracks : Quo Vadis, Vinicius et Caius — mais il lui était permis de prétendre aux deux premières places avec Coaraze et Caracalla, deux produits de Tourbillon. Le premier nommé ne répondit pas aux espoirs mis en lui ; par contre, Caracalla, détaché dans la ligne droite par le jockey Rabbe avec une belle autorité, n'eut aucune peine à résister à l'attaque bien ménagée de Chanteur. L'excellente troisième place de Mistral que Coaraze tenta vainement de mettre en échec est une bonne note pour le champion de M. Volterra. Cette réhabilitation de Mistral, la magnifique offensive de Chanteur, donneront un attrait certain aux grandes épreuves d'automne, qui permettront à nouveau les rencontres de l'élite de la génération de 1945. M. Boussac, en ramenant le glorieux vainqueur aux balances, fut salué par les acclamations de la foule, acclamations qui s'adressaient aussi au consciencieux jockey Rabbe ; l'autre grand artisan de la victoire de Caracalla, l'entraîneur Semblat, dont la maîtrise n'est plus aujourd'hui à vanter — il fut à bonne école avec le regretté Frank Carter — reçut, bien entendu, lui aussi, sa part des félicitations générales.

Reportage de P. de SAINT-ANDRÉ et Ch. RECOUPÉ.



L'arrivée : en battant « Chanteur » et « Mistral », « Caracalla » gagne le Grand Prix de Paris et rapporte à son propriétaire, M. Boussac, la coquette somme de 1.200.000 francs.



C'est fini... Le gagnant pénètre aux balances entre une double haie de propriétaires et de photographes...



Et « Caracalla » sable sa victoire avec un bon demi-seau d'eau fraîche...

CAMILLE LEMONNIER

L'EXPOSITION organisée à la Bibliothèque nationale par le Comité France-Belgique, pour commémorer *Camille Lemonnier et son temps*, aura révélé à bien des jeunes le nom de l'auteur d'un *Mâle*. Son nom, mais non son œuvre; car se procurer en ce moment un livre de Camille Lemonnier est une entreprise qui demanderait beaucoup de peine. Le ravitaillement de l'esprit n'est pas moins difficile que l'autre.

Célèbre en Belgique, statufié avenue Louise, à Bruxelles, depuis 1922, surnommé de son vivant le maréchal des lettres belges, Camille Lemonnier, qui fut en effet à l'origine du grand mouvement littéraire de son pays dans les années 80, est peu connu chez nous où ceux qui ont entendu parler de lui s'en tiennent à cette idée qu'il se contenta de renchéir avec une outrance toute romantique sur le naturalisme de Zola. Mieux renseignés, les lettrés belges font plus de cas de ses romans régionalistes que de ses romans parisiens. Le roman du terroir belge, il en a été l'initiateur, il a de ce côté ouvert une voie où d'autres se sont illustrés après lui sans rien renier de leur dette à son égard.

Camille Lemonnier demeure le type de l'écrivain pour qui la littérature se ramenait un peu trop à une affaire de peinture, mais, s'il est essentiellement un descriptif, il a eu aussi des visées plus hautes; il n'est pas sûr que ses meilleures œuvres ne soient pas celles où s'est exprimé le mysticisme de sa race : *le Petit Homme de Dieu*, *le Vent dans les moulins* et *Noëls flamands*. Au reste, les soixante-dix volumes qu'il a laissés ouvrent-ils un vaste champ aux préférences personnelles, dernier mot, en somme, de toute critique littéraire sincère et vivement sentie.

Bien caractéristique de son temps par le côté plastique de son génie, Camille Lemonnier ne l'est pas moins par une certaine particularité de sa carrière bien étonnante aujourd'hui: de tous les romanciers du monde entier, il a été celui qui a eu le plus souvent maille à partir avec les tribunaux.

La première fois, ce fut en 1886, pour un conte, *l'Enfant du crapaud*, paru en tête du *Gil-Blas* et qui avait été inspiré à l'auteur par les grèves de Wallonie. Le parquet de la Seine y vit un outrage aux mœurs et Lemonnier dut se présenter devant le tribunal correctionnel qui le frappa d'une légère amende. Celle-ci ne fut jamais payée, mais du jour

au lendemain Camille Lemonnier connut la célébrité sur le Boulevard. A cette époque, il y avait encore un Boulevard qui était celui des Italiens. Aujourd'hui, le Boulevard a changé de rive, c'est le boulevard Saint-Germain et il a perdu son B majuscule.

Fixé à Paris, rue de la Ville-l'Évêque, Lemonnier n'en continua pas moins de passer ses étés dans sa chère forêt de Soignes, ce qui attira sur lui l'attention du parquet de Bruxelles. Lemonnier fut poursuivi pour une nouvelle parue dans le *Gil Blas* cinq ans auparavant : *L'Homme qui tue les femmes*. Le juge d'instruction ayant rendu une ordonnance de non-lieu, le procureur général en appela. L'écrivain comparut en Cour d'assises et fut acquitté.

Une troisième fois, la même mésaventure lui arriva et ce fut à Bruges, pour *l'Homme en amour*. Nouvelle plaidoirie d'Edmond Picard, nouvel acquittement.

Les romanciers et les poètes du siècle dernier que la justice poursuivait ainsi pour outrage public à la pudeur protestaient avec véhémence de la pureté de leurs intentions, et il est vrai que celle-ci n'est pas en cause, mais on doit convenir que le scandale qu'ils provoquaient en toute innocence n'allait pas sans avantages. Pour quelques mois de prison qu'ils risquaient, ils s'assuraient une publicité profitable en un temps où l'industrie de l'édition ignorait encore la réclame à l'américaine pratiquée depuis la guerre de Quatorze. Les écrivains ne sont plus poursuivis pour outrage aux mœurs. Quand un livre est saisi par la police, c'est dans le plus grand secret et il ne s'agit jamais d'ouvrages littéraires. Pratiquement, un romancier de talent peut se permettre d'écrire n'importe quoi. En revanche, les pires audaces ne produisent plus grande sensation; les crudités les plus épicées ne choquent plus personne, de sorte qu'elles deviennent de moins en moins fréquentes. On n'en trouve plus dans les journaux. Nous n'avons plus l'équivalent de l'ancien *Gil Blas*. Je ne le constate pas pour le déplorer. Je ne m'en réjouis pas non plus: Je ne signale le fait que comme propre à exciter l'ironie. Dans les années 80, les jeunes gens étaient encore tenus sévèrement en lisière par leurs parents, alors que toutes sortes de gravelures étaient à leur portée dans les kiosques de journaux. A présent, les adolescents des deux sexes s'ébattent en liberté, mais les feuilles publiques sont d'une moralité irréprochable. Vous en conclurez ce que vous voudrez.

par André BILLY
de l'Académie Goncourt

LU CETTE SEMAINE...

DÈS la préface du *Jean Cocteau* (1) de M. Claude Mauriac, le lecteur se promet un régal: une joute. D'un côté, le moraliste qui cherche dans une œuvre l'homme et, à travers cet homme, Dieu; de l'autre, l'artiste « habité par mille diables auxquels il doit obéir » et qui colore pour lui les spectacles du visible et de l'invisible. L'artiste même, s'il n'est qu'un créateur de belles images, n'a pas le second rôle puisqu'il suffit qu'une âme s'émerveille pour qu'elle s'élève comme en prière et soit sauvée. Toutefois, il ne s'agit pas ici d'un débat entre un Savonarole et un Médicis. Le moraliste, M. Claude Mauriac, est trop finement tant que l'artiste, M. Jean Cocteau, trop intelligent lui-même. Souvent, ils se rejoignent. Mais l'auteur est engagé dans la besogne la plus profonde que puisse se proposer un critique: dénoncer le mensonge. Il accuse d'insincérité, exactement d'artifice, celui qui va (selon l'expression de M. André Suarès) « de crypte en crypte pour oublier la cathédrale dont il est sorti ». Nous y voilà! M. Claude Mauriac ne veut-il pas insinuer qu'il ne peut y avoir d'art sincère tant que l'illusionniste ne se dégage pas de la mode au profit de l'éternel? De cette analyse dans laquelle le critique châtie ce qu'il aime — car, sa victime a tout l'air d'une ancienne idole — l'individualité de M. Jean Cocteau se dégage complète, semble-t-il, inoubliable, à aucun moment diminuée et combien attachante. Est-ce pour étayer sa certitude personnelle que M. Claude Mauriac croit plus particulièrement à la solitude et à la misère d'un ami hanté par le surnaturel qui « dérive au grand large du ciel où les remous et les courants incertains le font tourner » mais dont les yeux rapportent « un peu d'azur de l'équipée céleste »?

La Maison Artibel (2), par Georges Rives, est un vrai roman où « il se passe quelque chose ». C'est une réussite pour un jeune auteur que de conduire avec tant de science et d'objectivité les personnages de toute une famille placée dans son milieu provincial. Certains membres de cette famille la disloquent en voulant aller à hue et à dia. M. Georges Rives n'a pas, pour les fautes de ses personnages l'indulgence d'un François Mauriac qui, à force de fouiller au fond des cœurs, nous suggère que le besoin de n'importe quelle évasion vient souvent de l'horreur de la médiocrité et peut-être d'un petit commencement du sens de l'infini. Il est vrai que toutes les pécheresses ne sont pas Thérèse Desqueyroux ou Edda Gabler!

Andrée SIKORSKA.

(1) Odetta Lieutier. (2) Flammarion.

EN CE DÉBUT D'APRÈS GUERRE, OÙ EN EST LA LANGUE FRANÇAISE ?...

COMME il est des Français pour qui cela compte encore, l'exacte position dans le monde de notre langue et de notre patrimoine littéraire, je suis allée à ce que j'appellerai l'un des postes de vigie... D'aucuns hésitent, présumant, espèrent... A l'Alliance Française, aux destinées de qui préside Georges Duhamel, et dont Marc Blancpain est secrétaire général, on sait.

Et comme je parle de la récente victoire remportée dans ce domaine à San Francisco :

« C'est, plus exactement, une défaite évitée », me répond Marc Blancpain, qui ne se paie pas de mots, « car nous maintenons une position qui est la nôtre depuis deux siècles et demi! J'y vois trois raisons principales : le fait que partout les aristocrates de l'esprit entendent le français et, par son truchement, se comprennent, l'anglais n'étant pas d'un usage plus répandu dans l'élite intellectuelle. Les avantages techniques du français, d'une expression mieux fixée dans le domaine du droit et de l'abstraction — il arrive que telles ambiguïtés y disparaissent, qui provenaient préalablement de discussions commencées en anglais! — sa rigueur, sa clarté, sont tels qu'on ne pourrait guère, si l'on décidait de s'en passer, le remplacer autrement que par une langue morte. Enfin, l'opinion des Américains du Sud, très attachés au français, a fortement pesé dans la balance. Je parlais l'autre jour avec Gustave Cohen de l'élégante réponse, dans un impeccable français, que des Sud-Américains firent à la harangue en espagnol douteux qu'on leur adressait dans une ville des États-Unis, sans souci de l'impression défavorable produite ainsi sur les délégués brésiliens, par exemple!

— Mais cette langue française d'entente, de concorde, la moins équivoque, la moins ambiguë, qu'est-elle devenue aujourd'hui, après ce séisme de la guerre mondiale?

— Je peux vous le dire assez précisément et continent par continent : après 1917, elle disparut du continent russe où elle prédominait avant l'autre guerre. Il

...Marc BLANCPAIN fait le point

nous fallut noter, hélas! la même régression en Turquie. Cette guerre-ci lui porta d'autres coups : l'Allemagne, vous n'en doutez pas, lutta contre elle dans toute l'Europe centrale et orientale : nos bibliothèques, nos instituts furent systématiquement détruits et l'on choisit volontiers comme otages les francophobes, souvent d'ailleurs à la tête des partis démocratiques. En Allemagne même, où l'enseignement du français resta obligatoire jusqu'en 1941, le recul est plus accusé encore. Aux États-Unis, au lendemain de la bataille perdue de 1940, les étudiants se détournèrent du français. L'espagnol et l'italien eurent la faveur de beaucoup. Aujourd'hui, leur confiance nous revient progressivement.

— Passons à l'actif, voulez-vous?

— L'étude du français, touchant témoignage de fidélité à une France malheureuse, n'a cessé de progresser dans les écoles nationales ou françaises d'Angleterre, d'Australie où l'Alliance Française a triplé ses effectifs. Même évolution en Scandinavie, non occupée naturellement (Suède, Islande)! En Amérique latine, sauf peut-être en Argentine, les progrès sont plus prodigieux encore : au Brésil, au Chili, poursuit Marc Blancpain avec

un geste de praticien qui examinerait une feuille de température, c'est une véritable montée en flèche! En Égypte, nous n'enregistrons — et le mot est juste dans cette maison! — aucun recul malgré les efforts déployés par les Anglais depuis 1936. Notre position, je dois l'avouer, est moins solide en Syrie et au Liban. En revanche,

l'Iran témoigne d'un intérêt passionné pour tout ce qui touche à la culture française. C'est là un appel auquel nous répondrons dans la mesure de nos moyens. Ajoutons, enfin, qu'en Abyssinie, les seules écoles ouvertes actuellement sont celles de l'Alliance Française.

— Et où en sommes-nous... chez nous?

— Nous constatons avec plaisir la place de plus en plus grande que prend le français dans tout l'Empire colonial, notamment en Afrique noire. Sans doute, prévoit Marc Blancpain avec un sourire sans mélancolie, un sourire d'homme d'action, aurons-nous beaucoup à travailler, à lutter!... En Algérie, par exemple, ce que l'on a fait pour enseigner le français aux indigènes des villages est à peu près insignifiant!

— Et nos ennemis, quels sont-ils? Car il nous faut, n'est-ce pas, les connaître?

— Ils sont plus nombreux qu'on ne croit et il faut compter parmi eux la grande misère de l'édition française et la crise des transports. Songez à la limitation et à la difficulté ou même à l'impossibilité des transports qui nous retiennent d'envoyer maîtres et instruments de travail! Puis il y a forcément, loin d'ailleurs de toute inimitié et bien plutôt dans le cadre d'une

compétition loyale qui est du « fair play », la concurrence, l'influence incontestée des missions anglaises, des universités américaines. Nous trouvons dans le zèle éclairé du « British Council », par exemple, dont les statuts sont proches voisins des nôtres, une cause d'émulation efficace. Mais, réfléchit Marc Blancpain, il nous faut compter aussi avec cette dangereuse tendance française qui consiste à tout vouloir étatiser, malgré les récents échecs de propagandes trop nettement inféodées à des gouvernements contre lesquels se manifestent obligatoirement à l'étranger, un jour ou l'autre, les regrettables réactions de nationalismes politiques qui risqueraient d'avoir pour nous aussi de redoutables conséquences. Ce sont ces risques-là que nous n'avons pas le droit de faire courir à notre culture française!

A la porte, je crois, si j'ose dire, un S.O.S. de Rio de Janeiro : dix professeurs de français demandés pour la province brésilienne! et Marc Blancpain, se tendant le télégramme :

« Voilà! et cela n'arrête pas, ici et rue Lord-Byron! En ce moment, l'attaché culturel de France à Tchoung-King est à Paris où il recherche pour les universités chinoises des professeurs de français. A l'occasion de la victoire, nous avons reçu des Alliances Françaises de tous les coins du monde — même des îles les plus reculées — et ces Alliances sont composées d'étrangers! plus de cinquante télégrammes de congratulations... »

Comment ne pas se réjouir!... Mais vous, jeunes Français qui, Dieu merci! n'avez plus de pantouffes, soyez conscients du message que l'on attend de vous, et souvenez-vous que c'est d'espoir et d'amour malheureux que sont faites les déceptions les plus amères!

Claude CEZAN.



AU THÉÂTRE-FRANÇAIS, DEVANT LE BUSTE DU GRAND MOLIÈRE : de g. à dr. : JOYCE REDMOND, NICOLAS HANNEM, LAURENCE OLIVIER, MARGARET LEIGHTON ET RALPH RICHARDSON.

SHAKESPEARE CHEZ MOLIÈRE...

TANDIS que la Comédie-Française jouait à Londres au New's Theater, Paris accueillait pour la première fois la plus célèbre compagnie d'art dramatique anglaise, « The Old Vic Theater Company ».

L'histoire de ce théâtre à l'origine duquel se trouve une femme remarquable, Lilian Baylis, remonte à la guerre de 1914. Les plus grands acteurs britanniques aspirent à y jouer les classiques. Dans les dix dernières années, on y a monté les œuvres les plus célèbres de Shakespeare et la Compagnie a pu faire avec un immense succès d'importantes tournées à travers l'Angleterre et l'Europe.

À partir de 1940, les attaques aériennes allemandes interdirent toute activité au « Old Vic ». Ce n'est qu'en 1944 que la Compagnie recommença son travail à Londres, sur la scène du New's Theater, son établissement habituel, le Théâtre du Waterloo Road, ayant été détruit par les bombardements. Les comédiens entreprirent alors avec courage de nouvelles mises en scène. Jouant sous les « V-1 », privés des accessoires indispensables, mais demeurés inébranlablement confiants, ils réussirent notamment à monter un « Richard III » qui ne comprend pas moins de cinquante interprètes et de cent costumes. Les tissus, le bois, la toile, les clous même manquaient. Cependant, le succès fut prodigieux. Il est vrai que tous les acteurs de la Compagnie sont intimement convaincus de l'importance de la mission artistique qu'ils ont à remplir. Les trois directeurs du « Old Vic » sont John Burrell, Laurence Olivier et Ralph Richardson. Ces deux derniers sont les principaux interprètes du répertoire. Comédien remarquable et déjà populaire en France, grâce à quelques films tels que : « les Hauts de Hurlevent » et « Orgueil et Préjugés », Laurence Olivier est au cinéma le producteur et souvent le metteur en scène de ses films. Malgré ses succès évidents, le grand comédien anglais préfère néanmoins jouer du Shakespeare pour le public populaire de Londres.

Le répertoire du « Old Vic » à Paris comprenait, en dehors de « Richard III », de Shakespeare, « le Héros et le Soldat », de Bernard Shaw, et « Peer Gynt », d'Ibsen. Avec Laurence Olivier, Ralph Richardson et Nicolas Hannem, trois comédiennes sont à la tête de cette illustre Compagnie : Sybil Thorndike, la célèbre actrice anglaise qui a été élevée au titre de Dame (presque un titre de noblesse), Joyce Redman et la jeune Margaret Leighton.

À son arrivée à Paris, la Compagnie venait de Hambourg en avion après avoir joué à Anvers et Bruxelles pour les troupes. Tous les comédiens portent l'uniforme ainsi que le personnel qui les accompagne : électriciens, habilleuses, régisseurs... Décors, costumes, projecteurs même font partie du voyage. C'est donc là un magnifique effort de diffusion en faveur du théâtre britannique et Paris, qui l'a parfaitement compris, a fait à tous les représentants de l'honorable Compagnie un accueil chaleureux que ceux-ci ne sont certes pas prêts d'oublier.



Un spectacle anglais à Paris... Pendant ce temps, notre Comédie-Française est reçue dans la capitale anglaise.



Dame Sybil Thorndike dans sa loge. À droite, en uniforme son habilleuse qui ne la quitte pas depuis des années.



Laurence Olivier se maquille devant un miroir grossissant. Dans un médaillon, le portrait de sa femme Vivian Leigh.



Voici Margaret Leighton dans la loge habituellement réservée à Momy Dalmès. À ses côtés Joyce Redman.



SHAKESPEARE CHEZ MOLIÈRE (fin)



C'est l'entr'acte de « Richard III », au Théâtre-Français. Le grand acteur britannique Laurence Olivier, dont l'écran a popularisé chez nous les traits, reçoit au foyer, avant de regagner sa loge, les félicitations du « Tout-Paris ».



Cocteau, Aragon, Elsa Triolet sont venus à la première du « Old Vic », chez Molière. Dans les couloirs notre photographe surprend deux spectateurs de marque parlant littérature : François Mauriac (à gauche) et André Gide...



La charmante vedette du cinéma Annabella, en uniforme U.S., est venue féliciter, après le spectacle, la magnifique artiste britannique qu'est la très grande comédienne Sybil Thorndike, celle qui porte le très beau titre de « Dame ».

LA FUREUR D'AIMER

au théâtre La Bruyère

Le grand art, en littérature comme en guerre, c'est de faire bon usage de ses armes. Sinon, les mots se perdent — comme des balles. L'impression que la cible n'était pas souvent atteinte en son milieu, je l'ai ressentie à la pièce de M. Montaigne. Impression difficile à expliquer : impression de gêne et de regret. J'avais lu sur cette œuvre des critiques sévères. En l'écoutant, il m'arrivait quelquefois de les trouver injustes, et d'autres fois pas assez sévères. Le ton de M. Montaigne n'est ni ampoulé, comme tant d'ouvrages à prétentions poétiques, ni vulgaire. Il lui manque on ne sait quel halo qui, au théâtre, donne l'évidence. Et cela ne tient pas à une inexpérience de jeunesse, car on sent le long des scènes une volonté équitablement mûrie. Je n'ai pas découvert les raisons de ce qui me dérangeait sur ce plan-là.

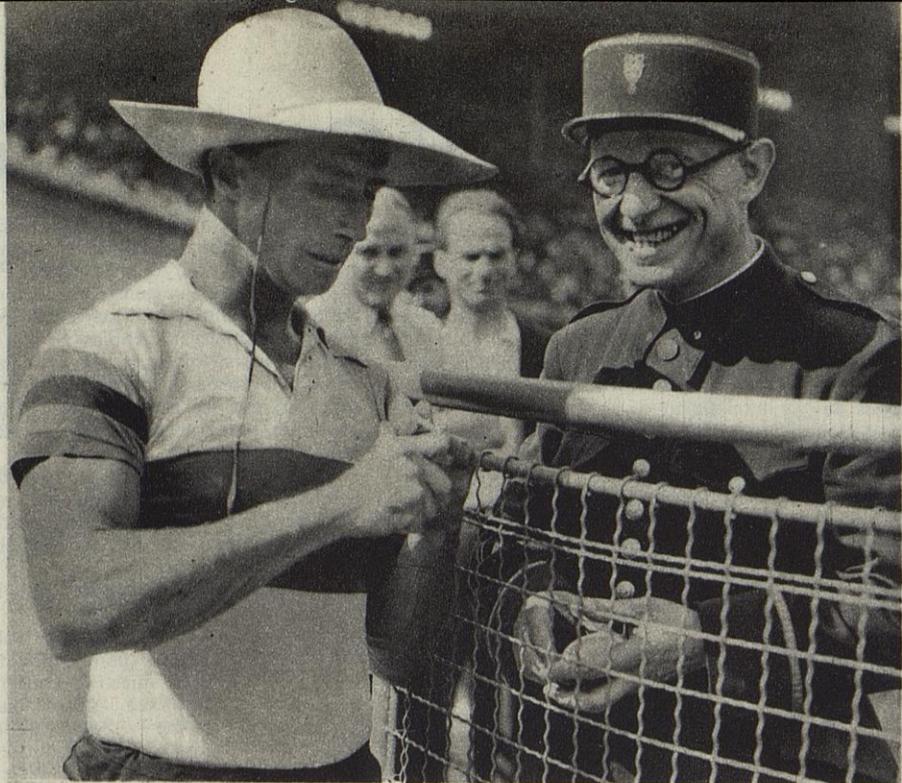
Par contre, je sais bien quel est l'artifice qui supprime du drame sa portée scénique. Le héros se débat sans cesse avec sa conscience, ce qui est normal. Mais cette conscience a une forme, c'est un acteur pour l'apparition duquel il faut arbitrairement faire baisser les lumières ou inventer des éclairages de fond de l'âme. Si cette intervention se produisait au milieu d'une songerie, d'un soliloque du héros, cela irait encore, mais que l'ombre habillée en rat d'hôtel se glisse en plein dans un dialogue, voilà la scène rompue, et avec elle notre crédibilité. Le procédé appartient à une esthétique théâtrale dépassée.

Ceci exposé, l'histoire eût pu être singulièrement attachante. Il s'agit d'un garçon qui veut bien se marier avec celle qu'il aime, mais qui lui déclare plus aisément sa volonté de rester libre dans le mariage que sa soumission normale à la passion. Naturellement, la jeune fille ne pense, au contraire, qu'à se fondre en celui qu'elle aimera. Elle est normale, elle ne mesure pas. L'homme, qui se nomme Robert, est un dur et un lucide. La jeune fille, Claire, est une orgueilleuse à sa manière, une quêteuse d'absolu. Orgueil contre orgueil : voilà le sujet. Mais, pour arriver au dénouement, il y a des feintes tragiques. Sa méthode négative de séduction ne réussissant pas, Robert redoute de perdre Claire, de la voir épouser un autre garçon. Il lui révèle qu'elle est très malade, qu'elle mourra dans quelques mois. Il espère ainsi qu'elle n'hésitera plus à l'épouser. Le calcul s'avère faux tout de suite. Epouvantée, Claire s'offre à André, qui est la fraîcheur, et qui a l'avantage (puisque l'on joue à vivre, à danser devant les buffets de la mort, c'est un avantage...) de ne pas l'aimer. Leur union, ce sera le « ni vu, ni connu » dont parle Valéry. En fait, la jeune fille ne s'est offerte que dans un moment d'affreuse exaltation. Au point de chute, elle préfère se refuser, ou plutôt s'accepter dans la mort : elle se tue. C'est alors que le monstrueux Robert révèle qu'il avait menti, que Claire n'était pas condamnée, que Claire ne devait pas mourir.

Monstrueux?... Je me demande pourquoi j'ai écrit ce mot. Il me semble soudain que je trahis M. Montaigne, lequel ne nous invite pas du tout à détester son héros. De cette action si noire qu'il commet, rien ne nous fait souhaiter le châtement. Ou bien chaque fois que nous y pensons, la conscience de Robert se glisse sur la scène pour contrarier les scrupules de la nôtre. Et c'est là le défaut, c'est là la littérature. « Vous êtes inhumain », dit-on quelque part dans la pièce, à ce Robert, à cet assassin par orgueil. Le reproche s'adresse moins à lui qu'à M. Montaigne. Ni son talent, qui est certain, ni ses personnages n'eussent perdu à un peu de terre-à-terre. Il y aurait eu drame. Il n'y a que proposition dramatique. Nous n'avons pas peur, pas plus dans les livres qu'au théâtre, des monstres, et nous n'exigeons même pas qu'on nous les présente en cage ou punis. M. de Virelade, dans *les Mal Aimés*, je l'ai vu comme un monstre, mais en même temps je voyais en lui un homme. Robert n'est pas plausible. Il ne l'est surtout pas quand sa conscience fait du verbiage. On regrette qu'il ne la fasse pas taire, qu'il ne s'en remette pas à l'instinct. L'instinct l'aurait tout bonnement conduit dans les bras de Claire. Oui, mais il n'y aurait pas eu de pièce...

Puisqu'il en fallait une, il fallait aussi la jouer. Et vous concevrez que ce n'est pas facile. L'auteur interprète le rôle du héros. En somme, il est trois fois sur scène en même temps : par le texte, par la conscience et par son personnage. Je trouve qu'il y a là un peu d'abus. Le physique de M. Montaigne est la négation de l'homme puissant et trouble qu'il représente. Reconnaissons cependant qu'il met beaucoup d'intensité dans la scène finale, quand Robert — après avoir crié bien haut qu'il allait payer et se tuer — recule devant le geste. Là seulement M. Montaigne trouve un accent direct : il nous tend enfin la clé de son drame, c'est-à-dire qu'il nous émeut. Mlle Claire Jordan est la Claire de l'histoire. Encore une identité, du moins entre les prénoms. Mais celle-là est involontaire. Cette Claire, celle de l'histoire, doit avoir du souffle. L'autre Claire, Mlle Jordan, n'en manque pas. C'est certainement une nature dramatique. Il faut enfin noter M. Jacques Duval qui est la conscience. Il joue du clair-obscur avec une habileté que je regrette de ne pouvoir appeler diabolique. Epithète banale, me dira-t-on... Tant pis ! Elle convenait parfaitement à la qualification d'une conscience qui a constamment l'air, au cours de ces trois actes, de brouiller les cartes et de préférer le crime à la vertu.

René LAPORTE.



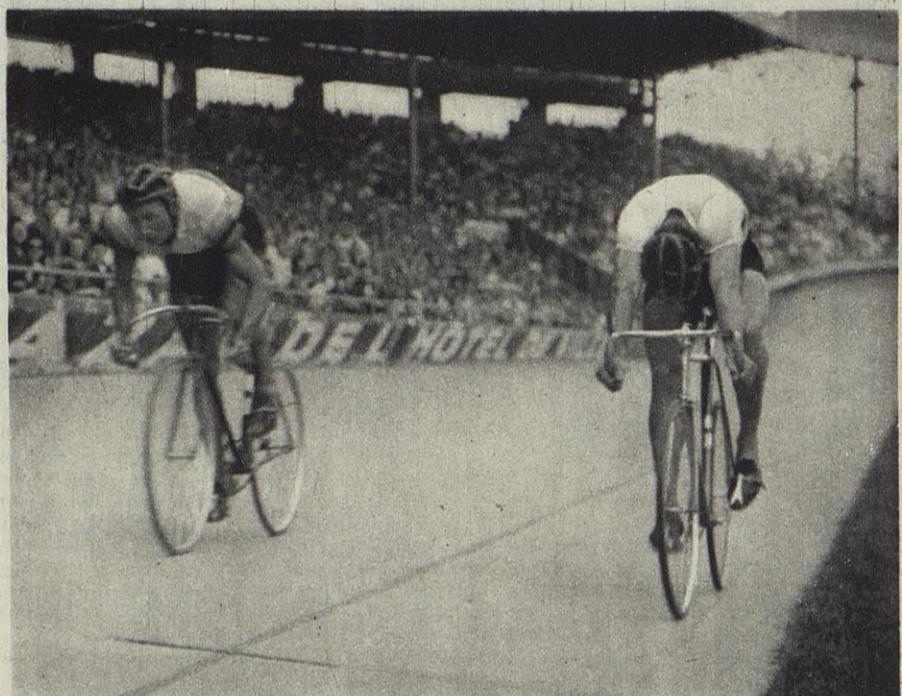
Au Parc des Princes, entre deux tours du Championnat de France de vitesse, Gérardin, le chef recouvert d'un magnifique chapeau de paille, se voit offrir un citron par un agent.

SPORTS LA RÉSURRECTION DE LOUIS GÉRARDIN

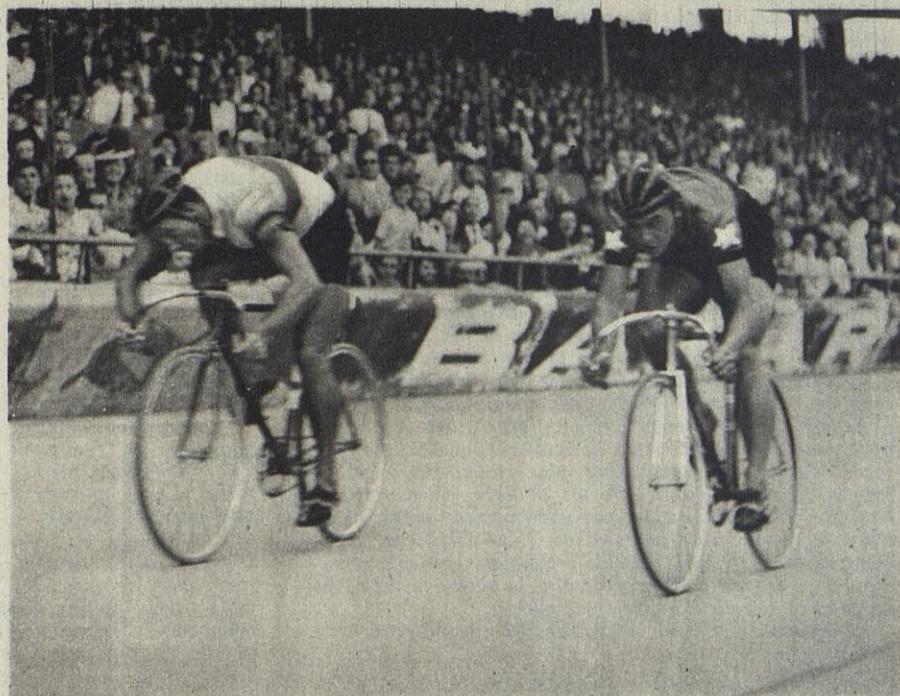
champion de France cycliste de vitesse pour la septième fois

Monsieur Louis Gérardin, conseiller municipal de Boulogne-Billancourt, est depuis dimanche, à nouveau, champion de France cycliste de vitesse. Battu récemment au Grand Prix de Paris par les jeunes et, notamment, Marc Cautenet, il a pris une nette revanche. Il est vrai que cette fois l'épreuve se courait en matches à deux, ce qui permit au métier nettement supérieur du champion de s'affirmer. Avec les jeunes Cautenet, Senfftleben, Iacononelli, Degelas, le sprint français, qui nous valut de si beaux succès mondiaux, est en train de se hisser à nouveau au premier plan derrière son chef de file Gérardin. Ce dernier, qui fut champion du monde amateur en 1930 à Bruxelles, a remporté trois fois le Grand Prix de Paris et, au palmarès national, fit mieux que Lucien Michard en endossant sept fois le maillot tricolore. Sportif complet, c'est également un excellent gymnaste et le ski nautique n'a pas de secret pour lui. En demi-finale, Gérardin battit le tenant du titre Senfftleben, tandis que Cautenet éliminait Iacononelli, ce dernier commettant l'erreur de s'arrêter en plein sprint. Et nous eûmes une finale Gérardin-Cautenet. Le jeune contre l'ancien. Le résultat fut que Marc Cautenet, pris d'un trac fou, courut battu dans les deux manches. Cautenet, qui n'est âgé que de 22 ans, était encore amateur il y a trois mois, et, l'an dernier, avait remporté vingt-cinq épreuves parmi les amateurs. C'est dire que son ascension fut rapide, plus rapide même que ne le fut celle des grands champions français : Schilles, Faucheux, Michard et Gérardin. Mais ce retour en forme du sage et élégant Gérardin arrive à son heure. Il va redonner un regain d'intérêt au sprint français et les prochaines rencontres internationales n'en seront que plus intéressantes à suivre.

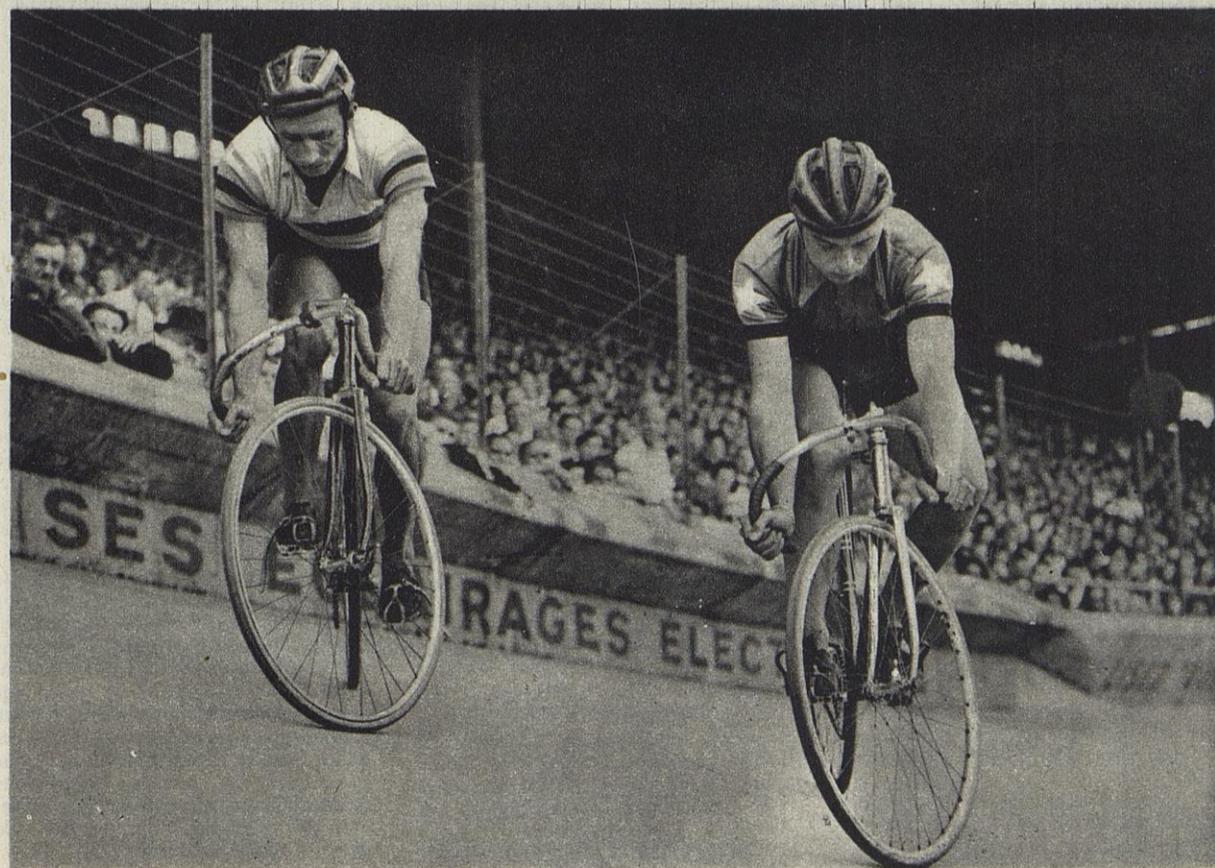
(Reportage de René MOYSET et d'Adolphe PICOHE.)



Première demi-finale : dans un magnifique effort, Gérardin (à gauche) bat de quelques centimètres Senfftleben. La finale l'opposera à Cautenet, vainqueur de Iacononelli...



Première finale : malgré tous ses efforts, Cautenet (à droite), le vainqueur du Grand Prix de Paris cycliste, est débordé par Gérardin sous les acclamations de 30.000 spectateurs.



Seconde finale : au départ, séance de surplace, aucun des deux hommes ne voulant mener. Cautenet (à droite) devra finalement céder et c'est lui qui mènera... pour être finalement et très nettement battu une nouvelle fois.



Portant le maillot tricolore, Louis Gérardin, ivre de joie, fait son tour d'honneur après sa magnifique victoire...

CINÉMA PARIS A REVU CAVALCANTI

J'URAI aimé vous parler du Dictateur qui repasse enfin au Gaumont-Palace. Malheureusement, le directeur de ce grand cinéma ne tient sans doute pas à faciliter aux critiques l'exercice de leur profession, si bien que je n'ai pu entrer dans la salle.

Je crois décidément qu'il serait excellent de fonder une école où l'on apprendrait leur métier aux « exploitants ». Il faut avouer qu'à toutes sortes de points de vue ce ne serait pas un mal...

Cependant, j'ai été largement dédommagé par une agréable réception organisée à la Cinémathèque en l'honneur de Cavalcanti. Ce nom, que n'ont pas oublié les amateurs de l'art muet, est attaché à l'histoire du Cinéma français.

C'est ainsi que j'ai pris un plaisir très particulier à voir Squadron 992 (l'Escadrille 992), court métrage réalisé par Harry Watt, Cavalcanti étant directeur de production. C'est un documentaire sur les ballons captifs qu'on appelle vulgairement des « saucisses ». A première vue, le sujet peut ne pas sembler absolument passionnant. Cependant, il prend un sens nouveau, lorsqu'on apprend qu'il s'agit d'un épisode de la défense de l'Angleterre. Un pont de chemin de fer très important est l'objet d'une attaque aérienne. Alors on envoie une escadrille de « saucisses » jusqu'à ce pont, autour duquel elle se dispose. La manœuvre et le transport des ballons offrent des images curieuses et très attachantes.

Mais ce qui fait la valeur du film, c'est une sensibilité humaine extrêmement rare, à ce point, dans ce genre de production. Tout se passe dans la vie quotidienne la plus réelle, dans toute la vérité de l'existence des gens. Quand la guerre tombe sur un pays, elle y trouve des enfants insouciantes qui jouent, des campagnards qui font poursuivre un lièvre par leur chien, tandis qu'eux-mêmes servent de cible aux mitraillades d'un avion ennemi, des routes longues où un piéton, comme en temps de paix, essaye de « stopper » les camions, mais comme, cette fois, ceux-ci sont militaires, ils ne s'arrêtent pas, et c'est dans cette ambiance, dans ces faits et gestes coutumiers, qu'on voit l'avion hitlérien attaquer le pont et, plus tard, l'escadrille 992 faire son voyage à travers la campagne anglaise.

La campagne anglaise elle-même apparaît avec un visage émouvant, avec ses longues étendues adoucies par la brume, où des oiseaux lointains lancent des cris humides, et avec aussi une sorte de rectitude, une certaine réserve, qui se retrouve encore plus clairement dans les formes droites et propres de ses villages. Ainsi, tout au long du film, les images sont extrêmement belles, mais d'une façon qui n'est pas gratuite. Il ne s'agit pas seulement de belles photos, mais de l'expression visuelle et sonore d'un monde où l'on découvre la réalité exactement au point où elle est elle-même une poésie.

Réalisé dans cet esprit, Squadron 992 est une petite perfection.

On nous a présenté ensuite un grand film réalisé par Cavalcanti : *Went the day well?*, ce qui peut se traduire par : la journée s'est-elle bien passée ?

Tiré d'une nouvelle anglaise, le sujet en est assez original. On imagine que des parachutistes allemands déguisés en soldats anglais, parlant parfaitement la langue anglaise et équipés avec du matériel anglais, ont réussi à occuper un village d'Angleterre dont la population les prend pour des compatriotes. Ils ont pour mission de préparer le débarquement des armées de Hitler en Angleterre. Mais les habitants du village finissent par s'apercevoir qu'ils ont affaire à des ennemis et toute l'histoire est celle de leurs efforts pour prévenir les troupes anglaises les plus proches.

Il y a dans cette bande un caractère de film d'aventures très réussi qui a beaucoup de charme. Mais là encore, on est frappé par un accent de vérité, par une sensibilité au réel qui ne sont pas tellement fréquents au cinéma et qui sont justement parmi les caractères les plus valables que puisse avoir le cinéma. La description des villageois anglais de classes diverses est très intéressante et l'on est persuadé qu'elle est parfaitement juste.

Il faut espérer que les films de Cavalcanti passeront bientôt sur les écrans français. Ils ont — ce qui est rare et que l'on ne reconnaît pas toujours — un style. C'est un style pur et délicat, qui puise une poésie lointaine dans les aspects les plus simples du réel. Un autre film de lui, *Champagne Charlie*, présente exactement ces mêmes qualités. Il faut y ajouter une grande sûreté dans le montage et un jeu excellent des acteurs, mais je crois que sans aucun esthétisme, c'est toujours la composition des images qui est, dans cet art émouvant, l'un des éléments les plus importants. Le décor, les accessoires et leur disposition, les mouvements des lumières et des ombres, autant que l'angle de prise de vue, tout cela concourt exactement à donner l'expression à la fois la plus simple et la plus aiguë du climat poétique où s'avance une histoire avec ses personnages.

Il est dommage, vraiment, pour le Cinéma français, qu'il ait laissé Cavalcanti passer la Manche...

Jean ROUGEUL.

BEAUX-ARTS

PICASSO 1945

AUCUN artiste de ce temps n'aura fait couler autant d'encre que Pablo Picasso, ni sans doute dire autant de bêtises. C'est une justice à lui rendre. En vérité, cela dure depuis de longues années, Picasso n'a jamais lassé le public, (et que d'acteurs, de boxeurs, de stars de cinéma pourraient en dire autant?). Mais depuis sa retentissante manifestation d'octobre dernier au Salon d'Automne — la politique et la publicité s'en étant mêlées — la chose a pris des proportions grandioses. Brusquement, Picasso est passé du rang de vedette internationale à celui de héros populaire, ce qui était au moins imprévu. Pendant tout le mois de novembre, dans les secondes classes surpeuplées du métro, aux comptoirs des bistros, on entendait répéter le nom de Picasso. Comment ne pas admirer cette rencontre imprévue de Picasso et du « peuple » ?

En ce mois de juin, le tumulte populaire est apaisé. A la galerie Carré, où sont exposées une vingtaine de toiles, les forces de police n'ont pas eu à intervenir. Pour l'instant, Picasso a quitté l'arène en faveur d'un public, plus restreint, d'amateurs.

Cette exposition ne nous apprendra rien de très nouveau sur sa dernière manière. Mais le choix semble avoir été fait avec intention et discernement, pour marquer les points. Elle comprend deux salles. L'une contient une grande composition à laquelle on n'ose pas donner le nom de nature morte, où des objets indéfinissables entourent une tête de mort; deux toiles représentent un même sujet différemment traité — des plantes dans un vase au bord d'une fenêtre; un même sujet de nature morte est traité trois fois, sur trois registres différents. Ces trois variations, également belles, sur un même thème, nous donnent une idée de la richesse et de la souplesse d'un tel talent; on a l'impression que Picasso pourrait aussi bien traiter dix fois, vingt fois le même sujet — trois objets sur une table — avec la même puissance de création et d'invention, la même nouveauté inépuisable. Il y a aussi un grand paysage, tout en gris, noir, bleu, blanc : c'est un magnifique poème sur Paris. Dans toutes ces toiles éclate ce mélange de rigueur et de liberté dont Picasso a le secret, une sûreté, une richesse, une intensité vraiment rares, devant lesquelles partisans et adversaires se trouveront d'accord, réconciliés.

Dans la salle voisine, on retrouve alors ces grandes et hallucinantes figures, de la même famille que celles du Salon d'Automne, qui ont tant déconcerté.

Ce sont à peu près les mêmes que nous avons déjà vues — non pas seulement simplifiées, abstraites ou désincarnées comme chez la plupart des surréalistes, — mais vraiment dévisagées, dédoublées, « détriées » si j'ose dire, détournées de leur sens habituel — pourtant vivantes, recréées dans un monde qui s'écarte du nôtre, sans rompre absolument avec lui, et il y aurait là quelque chose de véritablement démoniaque, si...

Car, ici, l'éternelle question se pose : quelles sont les intentions de Picasso ? s'il en a ?

Je me souviens d'avoir lu, à la suite du dernier Salon d'Automne, un ar-

ticle à la fois amusant et sérieux, plein d'idées ingénieuses, où l'auteur citait des textes de Dante qui avaient d'étranges rapports avec les récentes images et inventions de Picasso, lesquelles font parfois songer en effet à certaines visions des derniers cercles infernaux. De là, comme le voulait l'auteur de l'article, à donner une « explication » du peintre, il y a loin. Cela me paraît pourtant beaucoup plus pénétrant que tant de gros bouquins doctoraux publiés dans les deux mondes, et que toutes les élucubrations de nos philosophes esthéticiens. J'ignore ce que Picasso peut bien penser de ses commentateurs et de ses exégètes. S'il disait ce qu'il pense...



Mais ces analogies dantesques me parurent séduisantes. D'ailleurs, avec une pointe de romantisme et de sérieux en trop, on pourrait voir, dans la série des dernières œuvres de Picasso, une inspiration démoniaque. Certes, le diable doit se présenter sous des formes plus gracieuses. Mais peut-être, dans l'intimité, a-t-il une pareille vision du monde, peut-être Pablo Picasso est-il dans ses confidences ? Il semble alors qu'un feu souterrain remonte à la surface, vienne éclater ici ou là, bouleverser les formes connues, ouvrir des regards là où on ne les attend pas, disloquer et déformer l'apparence humaine, donner une vie inattendue et soudaine aux objets, éclairer tout d'une flamme insolite. Tantôt recouvrir les visages d'un masque plus vivant qu'eux, et l'on ne sait plus, finalement, quel est le masque et quel est le visage.

Peut-être y a-t-il en tout cela une part de « plaisanterie » — beaucoup le croient et c'est peut-être vrai — car de mauvais collégiens, avec la même fantaisie déchaînée, inscrivent aux marges de leurs livres, à l'étude du soir, des figures du même genre, moins achevées certes, dont on ne sait s'il faut en rire ou s'en effrayer. Eux les oublient le lendemain. Mais non, Picasso. Cinquante ans passés à vérifier tout cela : il en fait aujourd'hui un affreux carnaval.

Il ne faut jamais oublier non plus que Picasso est espagnol (cela me semble essentiel), ni ce goût particulier, tragique, et presque sadique du « grotesque » chez les Espagnols, que l'on voit réapparaître inopinément à tous les carrefours de l'Espagne. Je songe aussi à ces deux salles (sinistres) du Prado, peuplées des monstres qu'enfanta l'imagination de Goya.

Qui cherche à expliquer Goya ? Notre manie d'explications est née avec le siècle.

Mais il y a autre chose. Le monde est toujours apparu, apparaît de plus en plus dans l'œuvre récente de Picasso, comme un immense jeu démontable et remontable à volonté, dont les pièces sont interchangeables. Si l'on a découvert les joints et les articulations du système, il n'y a aucune raison pour que les éléments soient disposés de telle ou telle façon plutôt que d'une autre.

Il y a désormais une infinité de combinaisons possibles. Picasso est au centre du jeu, avec tranquillité, au point précis où l'on ne ressent aucun vertige.

Démiurge ou illusionniste, qui le sait ?

Tout cela est-il sérieux ? (pour répondre à la question courante). Le sait-il lui-même ? Sans doute non. D'ailleurs, un jeu est-il jamais sérieux ?

C'est à nous de choisir. Le danger, pour lui, est qu'il soit, avec la réputation sans doute excessive qu'on lui fait, finalement dupe de lui-même. C'est la grande supériorité que nous avons sur un artiste tel que lui : nous avons le choix de l'interprétation. Tandis que l'ironie même de Picasso devient sujette à caution. Le diable seul rit longtemps, rit toujours.

Picasso nous montre-t-il, pour une part, pour cette part diabolique que chacun sans doute porte en soi l'envers du monde visible ? si proche de nous — il suffit de l'épais-

seur d'un fil ? Est-ce le collégien qui s'obstine non plus avec son crayon mouillé, mais avec les moyens d'un grand artiste ? Faut-il voir une affreuse négation de tout, une haine et une moquerie savantes de l'humanité, ou un vice de l'esprit, ou plus simplement une gageure ou une acrobatie ? ou tout cela ensemble ?

Avis aux gens sérieux et pondérés, à cheveux gris et à lourdes lunettes d'écaille, comme j'en voyais l'autre jour à cette exposition, qui semblaient longuement retourner ces graves problèmes sous leur front soucieux. Crainte d'être dupes d'un farceur, crainte d'être fermés au génie — immense perplexité ! Longues méditations « picassiennes » ! Cela est bien drôle.

Et cette comédie peut durer longtemps. Picasso est un être-Protée qui échappe à toute définition et à tout classement. Depuis le début d'une carrière déjà longue et riche, dans son œuvre multiforme et à travers ses métamorphoses, Picasso n'aura donné lieu qu'à des interprétations diverses et hasardeuses — jamais prise à une définition quelconque. Dès qu'on a tenté de l'enfermer dans un système, il était déjà loin, ou plutôt le Picasso que l'on croyait tenir n'était que son ombre ou son sosie.

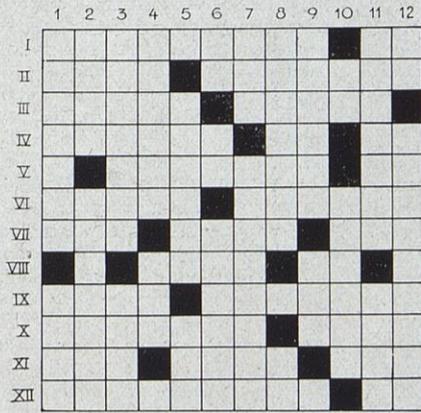
Je ne crois pas que le désir de Picasso soit aujourd'hui d'étonner pour le plaisir. Depuis longtemps il s'en serait lassé. A supposer pourtant que cela soit vrai, n'étonne pas qui veut de cette façon là. Il y a longtemps, du reste, que notre faculté d'étonnement est émoussée. Sans doute Picasso ne cherche-t-il ni à nous surprendre ni à nous émouvoir, s'abandonne-t-il simplement à une prodigieuse puissance d'invention. Ce qui n'explique rien.

Fernand PERDRIEL.

NOS MOTS CROISÉS, par Max FAVALELLI

PROBLÈME N° 18

HORIZONTALEMENT. — I. On s'y livre à la traite des blanches. — Préposition. — II. Ses partisans demeurent en place. — Varie avec la main. — III. Peut être le résultat paradoxal d'un cru. — Battu après avoir déjà reçu une bonne trempe. — IV. Surnom d'un poète qui ne mit la Sagesse que dans ses œuvres. — En cire. — Romains. — V. Ne peut être traduit sans faute. — Se dit phonétiquement d'une femme perdue. — VI. Nécessaire à qui veut avoir une belle poule. — II y a sûrement aussi un art de l'être si l'on en croit le poète. — VII. D'origine osseuse. — A force de loi. — C'est en tournant qu'il travaille. — VIII. Trahit Vercingétorix. — Grecque. — IX. Question à laquelle ne répond point celui qui va partir. — Battue à l'approche de l'ennemie. — X. Se prolonge sous une ulmécée. — Serait grue si l'on y mettait bon ordre. — XI. Tombeau des remords. — Que l'on fit disparaître. — Désignait un futur officier. — XII. S'il est vrai que ventre affamé n'a pas d'oreilles, avait peu de chance d'être entendu au début du repas. — Est parfois une façon d'attirer l'attention sur le principal.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 17

HORIZONTALEMENT. — I. Acupuncture. — II. Lune, Eu, Turc. — III. Li, Négrerie. — IV. Ivan, Aidin. — V. Arioste, Léon. — VI. Ge, Nui, Il, Si. — VII. Affront. — VIII. Poli, Ra, A. E. F. — IX. Vénérie, Gril. — X. Litre, Droite. — XI. A non, Foi, Neu. — XII. Néne, Antée.

VERTICALEMENT. — 1. Alliage, Vlan. — 2. Cuivre, Peine. — 3. Un, Ai, Ponton. — 4. Pennon, Lerne. — 5. Suaire. — 6. Négatif, Fa. — 7. Curie, Fredon. — 8. Ed, Ira, Rit. — 9. Utrillo, Go. — 10. Ruine, Narine. — 11. Ere, ostéite. — 12. Uni, Fleur.

PHILATÉLIE

Bien sûr, il est trop tard pour parler encore d'elle... Ce vers inspiré de celui par lequel débute le poème que Musset consacra à la Malibran morte, je le dédie à la Résistance. Oui je regrette, en tant que philatéliste, que le Gouvernement provisoire de la République n'ait pas cru devoir perpétuer non le souvenir de la libération puisqu'il existe un timbre bleu de 4 francs qui a été émis à cet effet, mais celui des héros de la Résistance, cette Résistance dont il semble qu'il soit de très mauvais ton d'évoquer aujourd'hui l'épopée gênante.

Il ne m'appartient pas de citer des noms. J'aurais peur, ce faisant, d'être accusé de me livrer à quelque besogne partisane. Mais je crois qu'il serait — philatéliquement parlant — excellent d'émettre une série de timbres à surcharge comprenant les plus belles figures de la Résistance française. La consécration philatélique en vaut une autre et elle laisse au surplus le champ libre aux initiatives des laudateurs futurs de l'alexandrin, du vers libre ou de la simple prose. Un pays comme le nôtre a fait au cours des siècles une consommation effrayante de héros. Et chaque génération veut les siens. En tout cas, il est bien certain que c'est la Résistance qui fournira le plus fort contingent de cette guerre lorsqu'il s'agira pour la postérité de rendre un hommage définitif à ceux qui sont morts héroïquement entre 1940 et 1945. Et puisque nous sommes toujours sur le « terrain » philatélique, signalons aux pon-

tifes de l'Administration que les timbrophiles ne refuseraient certainement pas d'acheter les timbres à surtaxe qui pourraient être créés au bénéfice des vrais résistants, car dans ce domaine il y a, paraît-il, fagot et fagot. Allons, il n'est pas trop tard pour sortir cette série de timbres que nous pourrions, par exemple, réserver aux lettres destinées à l'étranger, à l'Allemagne notamment, surtout si une petite phrase du genre de celle-ci : *Torturé par la Gestapo ou Victime des S. S.* pouvait y figurer en français, en allemand et même *Remember ladies and gentlemen* : en anglais. J. B.

UN CADEAU DE CHOIX...
COLLECTION IMPÉRIALE
J. FORET Expert
ACHAT-VENTE
TIMBRES-POSTE
Env. Catal. P.A. Prix 13F
64, R. LAFAYETTE, PARIS. PRO. 3427

ALBUM DE
TIMBRES-POSTE
D'AVIATION
PRIX: 300F
Avec timbres
500 à 50.000F

MAX DUPUY TIMBRES-POSTE
55, Rue Montmartre
Paris (2^e) - Cent. 33-13
Achète lots Collections toute importance
Vieilles archives.

RUBRIQUE FINANCIÈRE

SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE

S. A. au capital de 683.350.000 fr.
3, r. de Messine, Paris (8^e). R. C. Seine n° 53.837.

Emission de 30.000 obligations 3 3/4 %
demi-nettes de 10.000 francs
Intérêt annuel le 1^{er} novembre.
Amortissement au pair en 30 ans à compter
du 1^{er} septembre, par tirages ou rachats.
Prix d'émission : 97,70 %,
jouissance 10 juillet 1945.

Notice publiée au B. A. L. O. du 25 juin 1945 n° 26

CRÉDIT NATIONAL

Les Assemblées Générales du Crédit National se sont tenues le 29 juin 1945, sous la présidence de M. W. BAUMGARTNER. Elles ont notamment fixé le dividende brut de l'exercice à 40 francs et confirmé la nomination d'Administrateur de M. E. ESCARRA.

EMPRUNT DU CRÉDIT NATIONAL

Un arrêté du 26 juin 1945 a autorisé le CRÉDIT NATIONAL à procéder à un emprunt de 20 milliards de francs, en obligations 3 % à lots, amortissables en cinquante ans.

L'emprunt est divisé en coupures de 10.000 fr. et 5.000 francs qui sont émises au pair. Le montant des lots qui sont répartis en deux tirages égaux les 1^{er} juin et 1^{er} décembre, est de 50 millions de francs par an. L'emprunt est exempt de toutes taxes spéciales sur les valeurs mobilières et gagé par des annuités versées par l'Etat au CRÉDIT NATIONAL.

Les souscriptions peuvent être libérées, soit en numéraire, soit par la remise d'obligations des emprunts du CRÉDIT NATIONAL 5 %

1919, 5 % 1920, 5 % 1934, 5 % 1935, ainsi que des coupures de 500 francs et de 1.000 francs de l'emprunt 4 % juin 1941, ces divers titres étant appelés, par ailleurs, au remboursement anticipé.

On souscrit aux guichets des Comptables du Trésor et des Postes, à la Banque de France, dans les banques et au CRÉDIT NATIONAL. La notice exigée par la loi a été publiée au B. A. L. O. du 2 juillet 1945. Le placement a commencé à cette date ; il sera clos sans préavis.

GALERIES DE TABLEAUX

ROBERT FRERES,

31, rue La Boétie.
Tous les jours : Présentation de Tapis,
Persans, Fins, Pièces Rares.

GALERIE LOUIS-CARRE,

10, avenue de Messine :
PICASSO
Peintures récentes.

GALERIE DE L'ORFÈVRE CHRISTOFLE,
12, rue Royale. — « Formes d'aujourd'hui ».
Meubles Tapisseries. — Objets d'art.

GALERIE DROUANT-DAVID

52, faubourg Saint-Honoré.
Sélection de Maîtres contemporains

GALERIE HENRI JOLY

26, rue La Boétie. Tél. : Ely. 19-58
Les Grands Maîtres modernes
Ouvert tous les jours, sauf le lundi
de 10 h. à midi et de 14 h. à 18 h.

BEDEL

GARDE, EMBALLAGE ET TRANSPORT
DE TABLEAUX ET OBJETS D'ART
17, Rue Monsigny - Ric. 54-93

*L'avenir au
Rasoir Electrique*

*SANS SAVON. SANS CRÈME NI EAU. SANS LAMES

Rasez vous de près, à sec,
avec
CADILLAC
LE RASOIR ÉLECTRIQUE DE QUALITÉ

FABRIQUÉ EN FRANCE PAR SOCIÉTÉ CENTRAVENTE
SERVICES COMMERCIAUX : 5, rue de la Renaissance, Paris, 8^e - ÉLY. 10-86.
Fabrication strictement contingentée

COGNAC GAUTRET

Maison fondée en 1847

JONZAC COGNAC

89^e Année - N° 4316.

LE MONDE ILLUSTRÉ

Hebdomadaire paraissant le jeudi

14 Juillet 1945.

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre NAQUET

RÉDACTEUR EN CHEF : René MAINE

COMITÉ DE RÉDACTION : François de CLERMONT-TONNERRE et Henry CLAIR

RÉDACTION -- VENTE -- ABONNEMENTS
69, Quai d'Orsay — Tél : Invalides 19-44 - 67-48 - 80-37
Abonnements : 6 mois : 700 frs -- 3 mois : 370 frs

SERVICE DE PUBLICITÉ DU "MONDE ILLUSTRÉ"
12, Rue d'Anjou - PARIS VIII^e - Téléphone : Anjou 04-80
7, pl. Antonin-Poncet - LYON (Rhône) - Tél.: Franklin 55-25

Compte Chèques Postaux Paris : 4-116-52

Le Directeur-Gérant : Pierre NAQUET.

Armagnac Sempé

MAISON H. SEMPÉ . SABAZAN (GERS)
 DEPOT : 39 RUE DU LANDY . S^T OUEN - PARIS

LES BONS DE LA LIBÉRATION
 LES BONS DE LA LIBÉRATION

*remboursables
 dès le
 6^{ème} mois*

**FONT FRUCTIFIER
 VOTRE CAPITAL
 SANS L'IMMOBILISER**

**SANTÉ
 BEAUTÉ
 DES
 CHEVEUX**

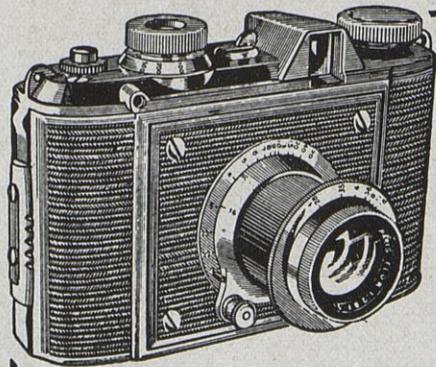
XOUR
 SPECIALISTE DES SOINS DU CHEVEU

**" LE HOME
 DE CAMPESTRE "**

LODÈVE — (Hérault)

Ecole de plein air pour
 enfants inadaptés et dé-
 ficients des deux sexes
 de 7 à 13 ans, ouvrira le
1^{er} SEPTEMBRE

RENSEIGNEMENTS ET PRIX SUR DEMANDE



Le
YNX

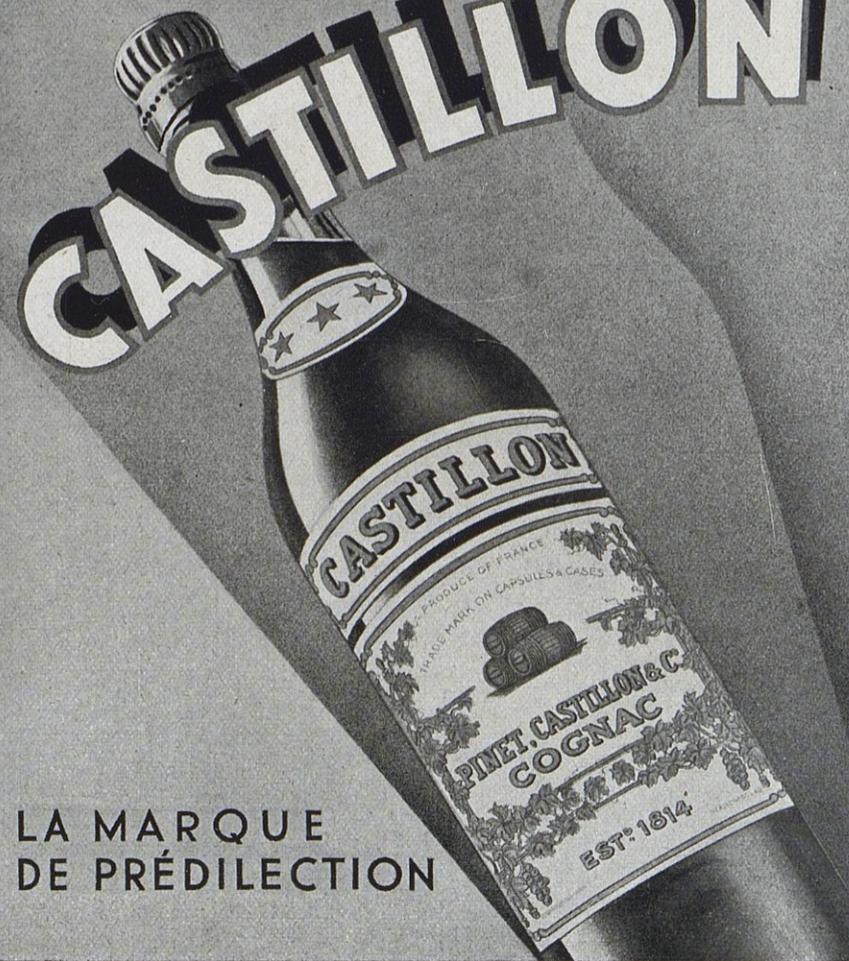
**LE PLUS BEL APPAREIL
 DE PETIT FORMAT
 DE L'APRÈS-GUERRE**

Présenté luxueusement et muni
 des derniers perfectionnements
 de la technique moderne.
 Format 3x4. 16 vues sur pellicule
 Vest-Pocket. Optique Berthiot
 F/3,5. Obturateur à rideaux au
 1/500^e de seconde. Luminosité de
 l'optique augmentée de 25% par
 un enduit bleuté couché sous vide.

**EN VENTE
 8, Av. de la Grande-Armée
 PARIS-17^e**

.COLAS - PUBLI.

**COGNAC
 CASTILLON**



**LA MARQUE
 DE PRÉDILECTION**

AUJOURD'HUI COMME HIER



GUY GEORGET
SLOG

1918

DEMAIN COMME AUJOURD'HUI...

CHAUSSURE **SIRIUS** DE L'ÉLITE

UNIC
Plectyl

LE STYLO
DE L'ÉLITE

**LE DERNIER EN DATE
LE PREMIER EN QUALITÉ**

392^F

Usines et Bureaux : 10, rue Juliette Dada — Paris (10^e)
En vente chez tous les papetiers, spécialistes, Gds Magasins, etc.

*Grand Duc
Super Luxe
Eugène Ropp*

ROPP



SES SÉRIES DE
GRAND LUXE

PUB. P. BABEY

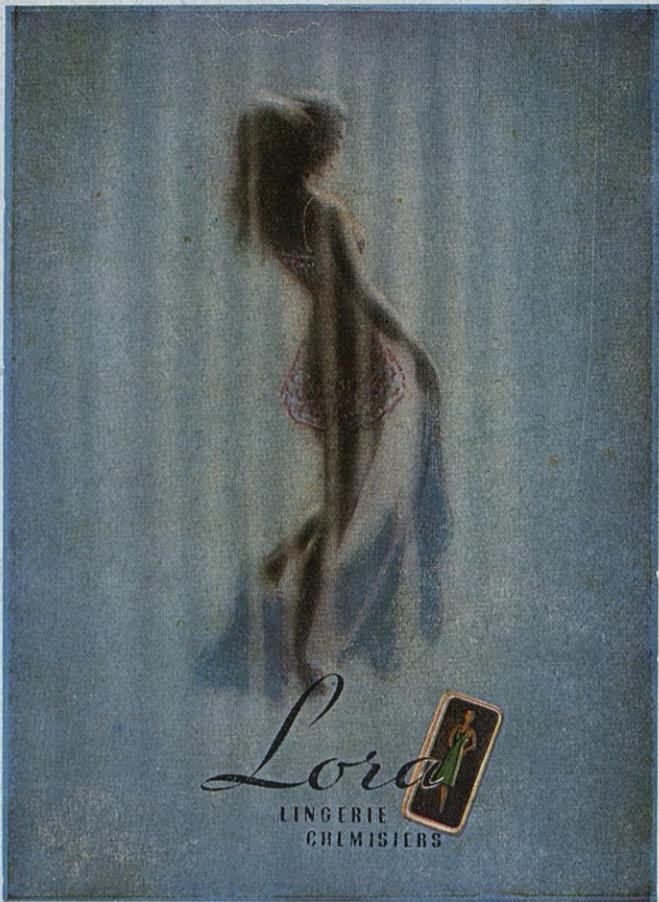
LES MEILLEURS CRUS DE ST. EMILION

*sont récoltés ou
sélectionnés par...*

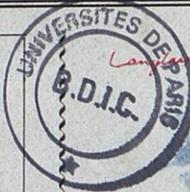
Jean Jacques
GALHAUD

Propriétaire-Négociant à
ST. EMILION

248



Lora
LINGERIE
CHEMISIERS



PARFUMS
SAUZÉ



MAGASIN D'EXPOSITION : 35, RUE LA BOÉTIE, PARIS

un Bouquet
de fleurs rares
... dans votre sac

CONCRETA
LA CIRE NATURELLE DES FLEURS

Molinard

Un rien... une trace de CONCRETA vous parfumerait délicieusement pour de longues heures.

Ces charmants petits étuis sont portés dans le sac ou dans la poche sans crainte de taches, CONCRETA n'étant pas liquide.

MOLINARD : 21, Rue Royale, PARIS - 8^e Arr'
Distillateur de fleurs à Grasse depuis 1849



PRIMA
Gaines et Soutien-gorge

Fabricant : ET² BERNARD 4 Cours des Chartreux LYON